

Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Mission CSPS : Catégorie 1



Indice	Date	Modifications	Rédaction
0	26/07/2025	PGC du 26/07/2025	Mandjan SAMASSY

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

1.1.1. Liste des intervenants

1.2. Liste des lots

1.2.1. Liste des lots

1.3. Etat d'avancement de l'affaire

1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

1.4. Renseignements généraux concernant l'opération

1.4.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage

1.4.2. Phasage de l'opération

1.4.3. Informations complémentaires

1.4.4. Environnement et servitude

2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. Caractéristiques du sol

2.1.1. Rapport d'étude de sol

2.1.2. Etude de pollution

2.2. Réseaux existants

2.2.1. Déclaration de projet de travaux - Déclaration d'intention de commencement de travaux

2.2.2. Réseaux enterrés

2.2.3. Réseaux aériens

2.2.4. Habilitation Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux

2.3. Ouvrages existants

2.3.1. Bâtiment existant

2.3.2. Présence de cuves et émissaires enterrés

2.4. Matériaux dangereux (amiante, plomb ...)

2.4.1. Amiante

3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

3.1. Mise en commun de moyens - Planification

3.1.1. Planification

3.2. Mise en commun de moyens - Projet de plan d'installation de chantier

3.2.1. Projet de plan d'installation

3.3. Mise en commun des moyens - VRD primaires

3.3.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

3.3.2. Branchement en eau

3.3.3. Branchement en électricité

3.3.4. Branchement d'assainissement

3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

3.4.1. Plan d'installation de chantier

3.4.2. Occupation du domaine public

3.4.3. Clôture de chantier extérieure et signalisation

3.4.4. Clôture de chantier extérieure et signalisation - Zone de stockage des déchets amiantés

3.4.5. Clôture de chantier intérieure et signalisation

3.4.6. Identification du personnel

3.4.7. Visites de chantier par des tiers.

3.4.8. Panneau de chantier

3.4.9. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

3.4.10. Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"

3.4.11. Signalisation d'orientation - Fléchage d'accès au chantier

3.4.12. Signalisation de danger - Sortie de camions

3.4.13. Signalisation de danger - Lignes électriques aériennes

3.4.14. Signalisation de danger - Réseau de gaz

- 3.4.15. Signalisation de danger - Autres
- 3.4.16. Base vie - Modalités d'organisation
- 3.4.17. Base vie - Effectif de dimensionnement
- 3.4.18. Base vie - Définition des installations
- 3.4.19. Base vie - Installations complémentaires
- 3.4.20. Base vie - Entretien des installations
- 3.4.21. Sécurité incendie des installations
- 3.4.22. Installations de distribution électrique
- 3.4.23. Installations d'éclairage
- 3.4.24. Vérification réglementaire des installations électriques
- 3.4.25. Entretien des installations électriques
- 3.4.26. Points d'eau et d'évacuation

3.5. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier

- 3.5.1. Planification et organisation des livraisons
- 3.5.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels
- 3.5.3. Manutentions et levages
- 3.5.4. Organisation des approvisionnements - Servitude de grue
- 3.5.5. Organisation des approvisionnements - Quai de déchargement

3.6. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

- 3.6.1. Voie piétonne
- 3.6.2. Accès des véhicules et stationnement
- 3.6.3. Voirie de chantier stabilisée
- 3.6.4. Voirie de chantier stabilisée - Bande de roulement périphérique aux bâtiments
- 3.6.5. Escalier provisoire accès pleine masse
- 3.6.6. Nettoyage des voiries extérieures - Phase terrassements généraux
- 3.6.7. Nettoyage des voiries extérieures - Phase fondations profondes
- 3.6.8. Nettoyage des voiries extérieures - Phase Gros œuvre
- 3.6.9. Nettoyage des voiries extérieures - Phase corps d'états secondaires

3.7. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives

- 3.7.1. Protection en rive des fouilles
- 3.7.2. Protection des rives de planchers
- 3.7.3. Protection des trémies et réservations
- 3.7.4. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes
- 3.7.5. Pose de garde-corps définitifs sur escaliers et trémies
- 3.7.6. Pose de garde-corps définitifs sur passerelles et planchers métalliques

3.8. Mise en commun des moyens - Echafaudages

- 3.8.1. Servitude d'échafaudage

3.9. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

- 3.9.1. Gestion des déchets Mode d'organisation
- 3.9.2. Bennes à gravais et déchets
- 3.9.3. Acheminement des déchets vers les bennes
- 3.9.4. Nettoyage et évacuation des déchets
- 3.9.5. Evacuation des matières dangereuses

3.10. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

- 3.10.1. Moyen d'alerte des secours
- 3.10.2. Consignes de sécurité
- 3.10.3. Sauveteurs secouristes du travail
- 3.10.4. Infirmier/Infirmière de chantier
- 3.10.5. Matériel de secours

4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

- 4.1.1. Travaux de démolition, de déconstruction
- 4.1.2. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Amiante
- 4.1.3. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Silice cristalline
- 4.1.4. Travaux de terrassement généraux
- 4.1.5. Travaux de puits, de terrassements souterrains
- 4.1.6. Travaux de VRD
- 4.1.7. Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement
- 4.1.8. Travaux de fondations

- 4.1.9. Reprises en sous-œuvre
- 4.1.10. Travaux de gros-œuvre
- 4.1.11. Travaux en rive de plancher - Protections collectives propres aux travaux particuliers
- 4.1.12. Ouvrage avec risques de chute de hauteur
- 4.1.13. Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds
- 4.1.14. Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m
- 4.1.15. Echafaudages
- 4.1.16. Travaux des lots techniques
- 4.1.17. Travaux de revêtement de sols
- 4.1.18. Travaux en hauteur
- 4.1.19. Travaux d'espaces verts
- 4.1.20. Prévention du risque incendie
- 4.1.21. Utilisation de produits dangereux ou à risques
- 4.1.22. Travaux exposant à des radiations ionisantes
- 4.1.23. Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension
- 4.1.24. Travaux d'étanchéité - Plancher béton

5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

5.1. Modalités de coopération

- 5.1.1. Plan Général de Coordination
- 5.1.2. Désignation des entreprises
- 5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants
- 5.1.4. Prestataires de services et Travailleurs indépendants
- 5.1.5. Présence de personnel étranger
- 5.1.6. Inspection Commune
- 5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé
- 5.1.8. Rôle du coordonnateur
- 5.1.9. Registre journal
- 5.1.10. Définition des personnes autorisées

6. COLLÈGE INTERENTREPRISES DE SÉCURITÉ SANTÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

6.1. Projet de règlement

- 6.1.1. Adresse de l'opération
- 6.1.2. Constitution et durée
- 6.1.3. Missions
- 6.1.4. Responsabilités
- 6.1.5. Composition
- 6.1.6. Attributions
- 6.1.7. Adoption des décisions
- 6.1.8. Convocation aux réunions
- 6.1.9. Première réunion
- 6.1.10. Réunions plénières
- 6.1.11. Réunions Extraordinaires
- 6.1.12. Application des décisions
- 6.1.13. Ressources
- 6.1.14. Gestion
- 6.1.15. Procédure de Règlement des difficultés
- 6.1.16. Pénalités pour absence aux réunions

7 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS

8 ANNEXES

8.1 VP_SECTION_SUD_ZONES_INSTAL_CHANTIER.pdf

8.2 PLG_MARCHE_TREMIES_V0.pdf

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

Maître d'ouvrage	DRIEA IF/DIRIF/SMR/DMRE	21, 23 rue Miollis 75015 PARIS
Maître d'oeuvre	ARTELIA	47 avenue de Lugo 94600 Choisy-le-Roi
Coordonnateur de référence	SOCOTEC	11 Cours Valmy 92800 PUTEAUX
Organisme de prévention	CRAMIF	Antenne Départementale du Val de Marne 12, rue Georges Enesco 94025 CRETEIL CEDEX
Organisme de prévention	DRIETS - 94046 CRETEIL	Immeuble le Pascal Hall B - Avenue du Général de Gaulle 94046 CRETEIL
Organisme de prévention	OPPBTP	1, Rue Heyrault 92660 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX

1.2. Liste des lots

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
0 - Entreprise concernée			
1 - Entreprise générale			

1.3. Etat d'avancement de l'affaire

1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

Le plan général de coordination, indice 0, est élaboré pour l'intégrer au dossier de consultation des entreprises pour le marché 1 Section Sud : Rue Louis Thébault, rue des Sablons et raccordement RN19 et RN406.

1.4. Renseignements généraux concernant l'opération

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont réalisés dans le cadre du prolongement de la RN 406 pour assurer la desserte du port de Bonneuil.

Les travaux comprennent la construction des ouvrages suivants :

- Une trémie appelée par la suite trémie Sud. Cet ouvrage situé au Sud de voies ferrées de la Grande Ceinture de Paris ;
- Un pont à poutrelles enrobées appelé par la suite OA Rue des Sablons. Cet ouvrage situé au Sud des voies ferrées et parallèle à celles-ci est destiné à permettre le franchissement de la RN 406 par la rue des Sablons.

1.4.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont réalisés dans le cadre du prolongement de la RN 406 pour assurer la desserte du port de Bonneuil.

Les travaux comprennent la construction des ouvrages suivants :

- Une trémie appelée par la suite trémie Sud. Cet ouvrage situé au Sud de voies ferrées de la Grande Ceinture de Paris ;
- Un pont à poutrelles enrobées appelé par la suite OA Rue des Sablons. Cet ouvrage situé au Sud des voies ferrées et parallèle à celles-ci est destiné à permettre le franchissement de la RN 406 par la rue des Sablons.

1.4.2. Phasage de l'opération

Les travaux sont réalisés en 2 phases et débute par la section 3 – Sud : de la RN 406 jusqu'au giratoire Sud. La fermeture de la rue Louis Thébault est rendue nécessaire pour la création de la trémie et des ouvrages de franchissement de la voie ferrée. L'incidence sera en deux temps :

- 1) lors de la réalisation des travaux de la SNCF, la rue sera fermée. La fermeture durera plusieurs mois ;
- 2) une déviation provisoire sera mise en place ;
- 3) lors de la réalisation de l'OARLT, la rue sera fermée. La fermeture durera environ 1 an.

1.4.3. Informations complémentaires

La route nationale 406 existant impactée par les travaux, se situe sur la commune de Bonneuil-sur-Marne (94380). La RN406 est exploitée par la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF).

Le projet d'aménagement de la nouvelle voie de desserte s'inscrit dans un espace réservé et contraint par l'industrialisation et l'urbanisation environnante. Le secteur d'étude est essentiellement constitué de friches urbaines et industrielles mais aussi de boisements. Il comprend également un complexe sportif et quelques routes revêtues.

Les travaux préparatoires concernent les travaux de protection des réseaux concessionnaires, l'abattage des arbres d'alignement situés en bordure du projet, la réalisation des terrassements des bassins de rétention et la réalisation des désenclavements routiers et des chemins agricoles.

Au niveau des ouvrages et des giratoires une coordination sera nécessaire avec les travaux de déplacement et de protection des réseaux ERDF, SFR, GRDF, GRT Gaz etc. Ces aspects sont développés dans la notice « Réseaux » et sont en cours d'étude avec les gestionnaires concernés.

1.4.4. Environnement et servitude

Les travaux se déroulent en milieu urbain, zone d'activité et ferroviaire. La continuité de circulation, la séparation entre zone publique et zone en chantier, ainsi que la limitation des nuisances vis-à-vis des usagers, salariés et entreprises, constituent les servitudes essentielles de cette opération.

Plus particulièrement :

- Respecter les règles et préconisations liées au milieu ferroviaire (CSF ET ISF).
- La sécurité des usagers, salariés et fournisseurs doit être assurée dans son intégralité pendant toute la durée des travaux.
- On s'attachera à minimiser les bruits de chantier : 85 DbA en valeur de pointe.
- Une attention très particulière sera portée à l'organisation de la circulation des véhicules et du personnel desservant le chantier (trafic).
- Le chantier et tout particulièrement les extérieurs, seront maintenus dans un état de propreté et de sécurité constant.
- Les raccordements aux réseaux nécessaires au chantier devront être indépendants de ceux alimentant les bâtiments en service.
- Le survol des charges de grue au-dessus des bâtiments, aires en fonctionnement, domaine et voie publique est totalement interdit.
- Les réseaux existants enterrés ou en élévation, sont à préserver pour l'alimentation des bâtiments riverains et l'accès à leurs émergences doit être garanti pendant toute la durée du chantier (notamment la chambre d'interconnexion du réseau d'eau potable située sous l'implantation de la grue de puissance exceptionnelle). Une liste non exhaustive des réseaux concessionnaires du domaine public, ainsi que des réseaux d'exploitation de la SNCF est jointe au marché pour prise en compte et préservation. Les réseaux en question sont de type télécommunication (cuivre, fibre optique), signalisation, basse tension, haute tension, assainissement, eaux pluviales, eau potable, EDF HTA et BT, éclairage public, signalisation routière...
- Les sondages complémentaires réalisés par l'entreprise à proximité des réseaux existants et recollés devront être réalisés à l'aspiratrice.
- Les zones en chantier, augmentées des emprises de sécurité appropriées à chaque nature de travail, seront isolées, signalées et rendues inaccessibles aux tiers, notamment au public.

2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. Caractéristiques du sol

2.1.1. Rapport d'étude de sol

Dispositions prévues	A la charge de
Le maître d'ouvrage a confié une étude géotechnique préalable, du type G2 pro à la société CEREMA. L'étude est jointe au dossier de consultation des entreprises.	Maître d'ouvrage
Les entreprises prendront connaissance des caractéristiques du sol et tiendront compte des contraintes constatées, pour toute installation d'engins ou de moyens de levage, ainsi que pour dimensionner la structure des voiries et plateformes provisoires du chantier.	1 - Entreprise générale

2.1.2. Etude de pollution

Dispositions prévues	A la charge de
Le maître d'ouvrage a confié une mission d'investigation géotechnique en vue de détecter la pollution du sol à la société INFRANEO rapport PA20-4849-23-2. L'étude est jointe au dossier de consultation des entreprises.	Maître d'ouvrage

2.2. Réseaux existants

2.2.1. Déclaration de projet de travaux - Déclaration d'intention de commencement de travaux

Dispositions prévues	A la charge de
Conformément aux dispositions réglementaires, le maître d'ouvrage a établi une déclaration de projet de travaux auprès du guichet unique de déclaration (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr). Les entreprises devront préalablement à leur intervention établir une déclaration d'intention de commencement de travaux auprès du site. Les éléments de réponse seront transmis en copie au coordonnateur N° de consultation du télé-service: - N° affaire du déclarant: .	Maître d'ouvrage
La déclaration de travaux n'a pas été transmise au coordonnateur à la date de rédaction du présent PGC.	Maître d'ouvrage

2.2.2. Réseaux enterrés

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra analyser les réponses aux DT et/ou aux DICT incluant, le cas échéant, les réponses aux demandes de mise hors tension, l'analyse des plans et les recommandations spécifiques à l'opération.	1 - Entreprise générale
Présence de réseaux d'énergie traversant le terrain signalée par le maître d'ouvrage.	1 - Entreprise générale Maître d'ouvrage
Avant le démarrage des travaux de terrassement, l'entreprise responsable du lot, s'assurera sur le site, de l'emplacement et de la nature des réseaux pouvant se trouver dans les zones à terrasser. Il matérialisera au préalable les réseaux existants.	1 - Entreprise générale

2.2.3. Réseaux aériens

Dispositions prévues	A la charge de
Présence d'une ligne électrique Haute Tension circulant sur le terrain ou à proximité immédiate.	1 - Entreprise générale
Préalablement à toute intervention sur site, une réunion de concertation sera organisée par l'entreprise afin de présenter au concessionnaire, les mesures de protection, devant être mise en place vis-à-vis des lignes électriques aériennes.	1 - Entreprise générale Maître d'œuvre Maître d'ouvrage
Rappel réglementaire: Pour tous chantiers situés à proximité des lignes électriques, les travaux doivent être exécutés dans le strict respect des dispositions du code du travail. Ces dispositions prévoient notamment que les ouvriers, engins, ou objets manipulés ne doivent pas s'approcher des conducteurs sous tension dans les conditions les plus défavorables de température et de balancement dus au vent à moins de 3,00 mètres pour les lignes dont la plus grande tension est inférieure à 50000 Volts et moins de 5,00 mètres pour les lignes dont la plus grande tension est égale ou supérieure à 50000 Volts.	1 - Entreprise générale

2.2.4. Habilitation Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux

Dispositions prévues	A la charge de
En présence de réseaux sur site, Trois catégories de personnes doivent disposer d'une AIPR : - "concepteur" : salarié du maître d'ouvrage ou du maître d'oeuvre devant intervenir en préparation ou suivi des projets de travaux. - profil "encadrant" : salarié de l'entreprise de travaux intervenant en préparation administrative et technique des travaux. Pour tout chantier de travaux, au moins un salarié de l'exécutant de travaux doit être identifiable comme titulaire d'une AIPR «encadrant ». Cet encadrant doit être présent sur le chantier ou être en capacité de s'y rendre dans la demi-journée. - "opérateur" : salarié intervenant directement dans les travaux à proximité des réseaux aériens ou enterrés, soit en tant que conducteur d'engin.	1 - Entreprise générale

2.3. Ouvrages existants

2.3.1. Bâtiment existant

Dispositions prévues	A la charge de
L'emprise foncière est actuellement occupée par plusieurs bâtiments. Ces bâtiments seront partiellement démolis dans le cadre de l'opération.	1 - Entreprise générale

2.3.2. Présence de cuves et émissaires enterrés

Dispositions prévues	A la charge de
Au stade de la réalisation du présent Plan général de coordination, aucune information n'a été transmise au CSPS concernant la présence d'ouvrages enterrés.	1 - Entreprise générale

2.4. Matériaux dangereux (amiante, plomb ...)

2.4.1. Amiante

Dispositions prévues	A la charge de
Les rapports en recherche d'amiante HAP avant travaux, n'ont pas été transmis au coordonnateur au moment de l'élaboration du présent Plan Général de Coordination. Il est rappelé au maître d'ouvrage l'obligation d'effectuer des diagnostics amiante avant travaux. Les diagnostics devront être transmis au coordonnateur préalablement au démarrage des travaux. Les travaux ne pourront démarrer qu'après la production des diagnostics et la mise à jour du présent Plan Général de Coordination.	Maître d'ouvrage
Retrait et/ou encapsulage d'amiante: Conformément aux dispositions légales, les entreprises procédant au retrait/encapsulage de matériaux amiantés devront au préalable établir un plan de retrait. Le plan de retrait sera adressé, trente jours avant leur intervention, aux organismes de contrôle et de prévention (DDETS – CARSAT – OPPBTP – MEDECINE DU TRAVAIL) via la plateforme DEMAT@MIANTE. Une copie du plan de retrait ainsi que de l'accusé de transmission téléchargeable sur la plateforme DEMAT@MIANTE, sera transmise au coordonnateur SPS pour inscription au registre journal.	1 - Entreprise générale
Travaux sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante HAP : Les entreprises intervenantes devront réaliser leur intervention en "sous-section 4" Cela nécessite la formation des différents intervenants (opérateur et encadrement) et la réalisation d'un mode opératoire à envoyer aux organismes de contrôle et de prévention (DDETS – CARSAT – OBBPTP – MEDECINE DU TRAVAIL – SPS). Les zones concernées seront interdites d'accès aux autres intervenants pendant les phases d'intervention.	1 - Entreprise générale
Les travaux de retrait d'amiante HAP seront réalisés avant le démarrage des travaux de terrassement.	1 - Entreprise générale

3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

3.1. Mise en commun de moyens - Planification

3.1.1. Planification

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Le planning de réalisation, à établir au démarrage de l'opération, fera apparaître chaque phase de travaux, continue ou fractionnée, des différents corps d'état.</p> <p>Les risques d'interférence entre entreprises doivent être minimisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En limitant les programmations simultanées dans une même zone, - En organisant des interventions successives par zones, - En interdisant les travaux superposés, sans mesures spécifiques de protection et d'organisation, - En facilitant les interventions en matière de flux (matériel, matériaux), - En faisant apparaître l'utilisation des moyens communs (stade de mise en œuvre planifiés). 	Maître d'œuvre
Le remblaiement contre les murs enterrés des sous-sols se fera dès la réalisation du plancher haut pour restituer des plates-formes extérieures stables et nivelées afin de permettre l'installation des échafaudages dès que besoin.	1 - Entreprise générale
La période d'utilisation des grues mises à la disposition communes des entreprises dans le cadre des approvisionnements. (Date et durée)	1 - Entreprise générale
La période d'utilisation des quais de déchargement mis à la disposition commune des entreprises.	1 - Entreprise générale
La période d'utilisation des plateaux recettes mis à la disposition commune des entreprises dans le cadre des approvisionnements verticaux. (Date et durée)	1 - Entreprise générale

3.2. Mise en commun de moyens - Projet de plan d'installation de chantier

3.2.1. Projet de plan d'installation

Dispositions prévues	A la charge de
Le Projet de plan d'installation de chantier n'a pas été transmis au coordonnateur à la date de rédaction du présent PGC.	Maître d'œuvre
<p>Le maître d'œuvre établira un plan guide d'installation de chantier qui fera apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Les délimitations de l'opération, * Les voies d'accès au chantier ainsi que les voies provisoires de circulation internes avec leur gabarit envisagé. * L'emplacement des zones de stockage envisagées, * L'emplacement, l'emprise au sol des zones réservées aux installations de chantier. * L'emplacement des points de raccordement en électricité, téléphone, eau potable et assainissement, * L'emplacement envisagé des grues, * L'emplacement de la zone réservée à la livraison, au déchargement et au chargement des véhicules du chantier, * Les cheminements des piétons (public ou personnel du chantier), y compris ceux éventuellement déviés, * L'emplacement des zones de tri des déchets, 	Maître d'œuvre

3.3. Mise en commun des moyens - VRD primaires

3.3.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
Tous les réseaux et branchements doivent être opérationnels pour la mise en place des installations de cantonnements au démarrage du chantier.	1 - Entreprise générale

3.3.2. Branchement en eau

Dispositions prévues	A la charge de
Le maître d'ouvrage fera réaliser le branchement définitif par les concessionnaires avant le démarrage des travaux. L'entreprise fera la demande de la pose d'un compteur de section suffisante pour l'alimentation des installations.	Maître d'ouvrage
Utilisation d'un point de raccordement existant sur site. Le raccordement se fera à l'emplacement désigné par le chef d'établissement.	1 - Entreprise générale

3.3.3. Branchement en électricité

Dispositions prévues	A la charge de
Utilisation du point de raccordement en électricité présent sur site.	1 - Entreprise générale

3.3.4. Branchement d'assainissement

Dispositions prévues	A la charge de
Utilisation du branchement d'assainissement définitif de l'opération. Le maître d'ouvrage fera la demande de raccordement auprès des concessionnaires pendant la période de préparation.	Maître d'ouvrage

3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

3.4.1. Plan d'installation de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise fournira son plan général d'installation du chantier à soumettre à l'accord du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. Il sera mis à jour autant de fois que nécessaire pendant toute la durée du chantier.	1 - Entreprise générale
Sur ce plan figureront notamment: * L'implantation des clôtures délimitant les contours de l'opération. * Les accès et sorties du chantier, * La zone des cantonnements et bureaux de chantier, * Les voies de circulation, * Les zones de stationnement, * Les zones de stockage, * L'implantation des armoires de distribution électrique, * Les points d'eau, * La zone pour les bennes à déchets.	1 - Entreprise générale
Il précisera les entrées du bâtiment (des bâtiments).	1 - Entreprise générale

Dispositions prévues	A la charge de
Il précisera l'implantation de la ou des grue(s) de chantier,	1 - Entreprise générale
Il précisera l'implantation des recettes à matériaux	1 - Entreprise générale
Il précisera l'implantation des quais de déchargement	1 - Entreprise générale

3.4.2. Occupation du domaine public

Dispositions prévues	A la charge de
Les accès et occupation temporaire du domaine public devront faire l'objet d'une demande préalable auprès des services techniques de la ville. L'entreprise aura en charge, les demandes d'occupation du domaine public, et de tous droits d'occupation de voirie jusqu'à la fin du chantier. L'entreprise devra la mise en place et la maintenance de la signalisation demandée, jusqu'à la fin de l'occupation du domaine public.	1 - Entreprise générale

3.4.3. Clôture de chantier extérieure et signalisation

Dispositions prévues	A la charge de
Une clôture assurera l'indépendance du chantier pendant toute la durée des travaux sur chacune des zones d'intervention. Elle sera installée dès le démarrage des travaux et complètera les clôtures existantes le cas échéant. Elle sera constituée par des panneaux métalliques pleins, d'une hauteur de 2,00m, fixés sur des plots béton et reliés entre eux, par des connecteurs. L'entreprise devra la maintenance et l'adaptation des clôtures pendant toute la durée de l'opération.	1 - Entreprise générale
Une clôture assurera l'indépendance de la base de vie pendant toute la durée des travaux sur chacune des zones d'intervention. Elle sera constituée par des panneaux métalliques grillagés, d'une hauteur de 2,00m, fixés sur des plots béton. L'entreprise devra la maintenance et l'adaptation des clôtures pendant toute la durée de l'opération.	1 - Entreprise générale
Un portail fermant à clefs sera installé pour l'accès des véhicules. L'accès piéton se fera par un portillon indépendant du portail d'entrée des véhicules.	1 - Entreprise générale
La clôture sera soit éclairée, soit équipée d'un dispositif réfléchissant, en cas d'emprise sur le domaine public.	1 - Entreprise générale
Cette signalisation devra être entretenue autant que de besoin pendant toute la durée du chantier. Au départ de l'entreprise responsable de la mise en place des clôtures, le maître d'œuvre transfèrera leur entretien à un autre lot.	1 - Entreprise générale
Une clôture continue sera mise en place autour du chantier dès le début des travaux de terrassement et maintenue en place jusqu'à la fin de l'opération.	1 - Entreprise générale

3.4.4. Clôture de chantier extérieure et signalisation - Zone de stockage des déchets amiantés

Dispositions prévues	A la charge de
La zone de stockage des déchets amiantés sera clôturée afin d'en interdire l'accès aux seules personnes habilitées. Fermeture de la zone, par la mise en place d'une clôture de type grillagé, d'une hauteur de 2,00m, fixée sur des plots béton. La clôture de la zone de stockage inclura un portail d'accès. Une signalisation interdisant l'accès à la zone sera installée en périphérie de la clôture. Une signalisation spécifique Risque Amiante sera positionnée sur la clôture.	0 - Entreprise concernée

3.4.5. Clôture de chantier intérieure et signalisation

Dispositions prévues	A la charge de
Les zones de travaux mitoyennes avec les locaux existants en activité seront isolées par des cloisons provisoires.	1 - Entreprise générale
Des pancartes d'interdiction d'accès seront affichées sur les portes éventuelles de communication de ces cloisons. Les portes devront fermer à clé pour interdire l'accès des tiers au chantier.	1 - Entreprise générale

3.4.6. Identification du personnel

Dispositions prévues	A la charge de
En application des dispositions réglementaires, tout salarié des entreprises titulaires et sous-traitantes, amené à travailler sur le chantier, quelle que soit la nature et/ou la durée de son contrat, devront être porteur de la carte d'identité professionnelle du BTP.	1 - Entreprise générale
Le personnel sera identifié par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges ou avec le nom de l'entreprise sur les vêtements de travail ou autre.	1 - Entreprise générale

3.4.7. Visites de chantier par des tiers.

Dispositions prévues	A la charge de
Les visites de chantier par des tiers se feront après un accord préalable du maître d'Ouvrage. Les visites seront guidées par un représentant du maître d'ouvrage.	Maître d'ouvrage
A l'occasion des visites de chantier par des tiers l'entreprise devra le balisage des circulations autorisées à la visite depuis l'extérieur du chantier jusqu'à la zone de visite.	Maître d'ouvrage 1 - Entreprise générale
A l'occasion des visites de chantier par des tiers l'entreprise devra s'assurer de l'absence de stockage de matériaux, de gravats ou de matériels dans les circulations empruntées.	1 - Entreprise générale Maître d'ouvrage

3.4.8. Panneau de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra la fourniture, la pose et le repli en fin de chantier, d'un panneau d'information. Comportant les noms et coordonnées des entreprises y compris sous-traitantes. L'entreprise devra la mise à jour régulière des informations portées sur le panneau.	1 - Entreprise générale

3.4.9. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

Dispositions prévues	A la charge de
Phase retrait de l'amiante HAP: Mise en place, aux entrées des zones en cours de décontamination, dès l'installation des clôtures.	0 - Entreprise concernée
Phase construction/restructuration: Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	1 - Entreprise générale
Cloisons de chantier intérieures : Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	1 - Entreprise générale

3.4.10. Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"

Dispositions prévues	A la charge de
Phase construction/restructuration: Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	1 - Entreprise générale
Cloisons de chantier intérieures : Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	1 - Entreprise générale

3.4.11. Signalisation d'orientation - Fléchage d'accès au chantier

Dispositions prévues	A la charge de
Afin d'orienter les véhicules accédant ou circulant sur site mise place d'un fléchage de circulation. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	1 - Entreprise générale
En fonction de l'avancement des travaux, mise place d'itinéraires d'accès et d'orientation des personnels ou clients du site. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	1 - Entreprise générale

3.4.12. Signalisation de danger - Sortie de camions

Dispositions prévues	A la charge de
Mise en place de panneaux routiers, en amont du chantier sur la voie d'accès. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	1 - Entreprise générale

3.4.13. Signalisation de danger - Lignes électriques aériennes

Dispositions prévues	A la charge de
Au-droit des zones à risques de part et d'autre des lignes électriques aériennes haute tension, mise en place de portiques de signalisation. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	1 - Entreprise générale

Dispositions prévues	A la charge de
Au-droit des zones à risques de part et d'autre des lignes électriques aériennes haute tension, mise en place de panonceaux «Danger d'électrification - accès interdit aux engins hors gabarit» et « Stockage interdit dans la zone ». L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	1 - Entreprise générale
Au-droit des zones à risques de part et d'autre des lignes électriques haute tension, mise en place de panonceaux indiquant le gabarit d'intervention (hauteur maximale autorisée sous la ligne HT). L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	1 - Entreprise générale

3.4.14. Signalisation de danger - Réseau de gaz

Dispositions prévues	A la charge de
Au-droit des zones à risques de part et d'autre du réseau, mise en place de panonceaux «Danger réseau de gaz - risque d'explosion» et « Stockage interdit dans la zone ». L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	1 - Entreprise générale

3.4.15. Signalisation de danger - Autres

Dispositions prévues	A la charge de
Au-droit des zones à risques de part et d'autre des zones à risques, mise en place de panonceaux de signalisation du danger et d'interdiction de stockage à proximité. En cas de distance de sécurité à respecter par rapport aux réseaux, celle-ci sera identifiée par panonceau. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	1 - Entreprise générale

3.4.16. Base vie - Modalités d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Sanitaires – Salle de réunion - Vestiaires - Réfectoires: Les Installations seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	1 - Entreprise générale
Sanitaires – Salle de réunion - Vestiaires - Réfectoires: La mise en place se fera pendant la période de préparation du chantier. L'entreprise devra les raccordements aux installations, d'électricité, eau et assainissement.	1 - Entreprise générale
L'entreprise devra l'adaptation des installations communes pendant toute la durée de l'opération. A savoir: Déplacement de la base de vie, suivant les nécessités des travaux, adaptation du dimensionnement en fonction de l'évolution des effectifs des personnels. Les équipements seront prévus pour recevoir du personnel féminin si nécessaire.	1 - Entreprise générale

3.4.17. Base vie - Effectif de dimensionnement

Dispositions prévues	A la charge de
Les sanitaires, vestiaires et les réfectoires seront dimensionnés pour recevoir, un effectif moyen de Personnes.	1 - Entreprise générale
La salle de réunion sera dimensionnée pour accueillir l'effectif du CISSCT.	1 - Entreprise générale

3.4.18. Base vie - Définition des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Vestiaires : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, chauffés, et rafraichis, aérés. Les locaux seront équipés d'une armoire individuelle par personne et des sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement.	1 - Entreprise générale
Sanitaires de la Base de vie : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, et chauffés. Les locaux seront, équipés a minima, d'un WC et d'un urinoir pour 20 personnes, d'une douche et d'un point d'eau à température réglable pour 10 personnes.	1 - Entreprise générale
Réfectoires : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, et chauffés. Les locaux seront équipés de tables et de sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement se restaurant sur place. Les locaux seront également équipés d'un point d'eau, chauffe-plats et réfrigérateur.	1 - Entreprise générale
Salle de réunion : Bungalow éclairé naturellement, artificiellement, et chauffé. Bungalow, équipé de tables et de sièges correspondant au nombre d'intervenant encadrant le chantier.	1 - Entreprise générale

3.4.19. Base vie - Installations complémentaires

Dispositions prévues	A la charge de
Sanitaires – Complémentaires à la base de vie: Installation au-droit des différentes zones d'intervention d'un bloc sanitaire équipé d'urinoirs, d'un point d'eau pour le nettoyage des installations. Ce bloc sanitaire aura une capacité d'accueil de cinq personnes.	1 - Entreprise générale
Infirmierie de chantier : L'entreprise devra l'installation de bungalows dédiés, éclairé naturellement et artificiellement, chauffés, rafraichis, et aérés. Les locaux devront comprendre : * une salle d'attente de 6 à 9 m2 ; * un bureau infirmier-salle de soins de 9 à 12 m2, fermant à clef, qui peut être constitué de deux pièces séparées d'environ 6 m2 ; * un local sanitaire avec WC, douches, lavabo avec eau froide et eau chaude ; * une disposition de portes permettant la circulation des brancards.	1 - Entreprise générale
Pour la mise en place d'installations complémentaires, les entreprises concernées feront part en réunion préparatoire de leurs besoins pour l'organisation de la base de vie.	1 - Entreprise générale

3.4.20. Base vie - Entretien des installations

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera, pendant toute la durée du chantier, le nettoyage quotidien des installations sanitaires, vestiaires, réfectoires et le nettoyage hebdomadaire du bureau des bureaux et salle de réunion. Il sera également pourvu au renouvellement des consommables (papier hygiénique, savon, essuie-mains).	1 - Entreprise générale
Pour garantir un entretien régulier, l'entreprise souscrira un contrat avec une entreprise de nettoyage, les frais seront pris en charge dans le cadre du compte interentreprises.	1 - Entreprise générale

3.4.21. Sécurité incendie des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Les locaux d'accueil du personnel, seront équipés d'extincteurs, appropriés aux différents risques.	1 - Entreprise générale

3.4.22. Installations de distribution électrique

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations électriques seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	1 - Entreprise générale
L'entreprise devra l'alimentation et la réalisation du tableau général de chantier depuis le branchement électrique sur le réseau public. Le tableau général doit répondre à tous les besoins du chantier et rester en place pour toute la durée des travaux.	1 - Entreprise générale

3.4.23. Installations d'éclairage

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera l'éclairage provisoire sur toutes les zones de chantier.	1 - Entreprise générale
Les installations d'éclairage provisoires seront complétées d'un balisage de secours pour parer aux risques de chutes en cas de coupure de courant.	1 - Entreprise générale

3.4.24. Vérification réglementaire des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations électriques communes feront l'objet d'une vérification initiale après réalisation de l'alimentation générale (branchement basse tension, poste de transformation, groupe électrogène...) et de la mise en place de son infrastructure (tableaux principaux de distribution, centrale à béton, grues et autres équipements de travail, cantonnements) par un organisme accrédité. Une copie du rapport de vérification sera transmise au coordonnateur.	1 - Entreprise générale
Avant le début des travaux des corps d'états secondaires, après la réalisation des installations de distribution intérieures et de l'éclairage de chantier, nécessaire pour ces différents corps d'états, il sera procédé à une vérification complémentaire par un organisme accrédité. Une copie du rapport de vérification sera transmise au coordonnateur.	0 - Entreprise concernée 1 - Entreprise générale
Chaque installation devra faire l'objet d'un rapport de vérification établi par un organisme accrédité (vérification initiale et périodique). Une copie du rapport de vérification sera transmise au coordonnateur.	1 - Entreprise générale 0 - Entreprise concernée

3.4.25. Entretien des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
La maintenance technique, le remaniement des installations de distribution et d'éclairage, ainsi que les réparations suite à dégradation, seront réalisées par les entreprises installatrices sur leurs installations respectives.	0 - Entreprise concernée 1 - Entreprise générale

3.4.26. Points d'eau et d'évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera l'alimentation en eau et l'évacuation EU des installations de chantier ainsi que des points d'eau extérieurs pour le chantier.	1 - Entreprise générale

3.5. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier**3.5.1. Planification et organisation des livraisons**

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise organisera la planification commune des opérations de livraisons, stockage, approvisionnement sur l'opération.	1 - Entreprise générale
Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces accordés pour les stockages.	1 - Entreprise générale

3.5.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels

Dispositions prévues	A la charge de
Les aires de stockages aménagées seront utilisables en commun par l'ensemble des entreprises.	1 - Entreprise générale
Des zones de stockage seront aménagées dans l'enceinte clôturée du chantier. Afin d'en permettre une utilisation normale, ces zones seront, nivelées et empierrées dès la phase des terrassements généraux.	1 - Entreprise générale
Pendant la phase de construction tous corps d'état, l'entreprise aura en charge la maintenance des zones de stockage (Charge compte prorata).	1 - Entreprise générale
Une aire sera dédiée aux livraisons sur la plateforme de voirie. Elle sera implantée au-delà de l'entrée du bâtiment. Elle sera matérialisée par un balisage et reportée sur le plan d'installation de chantier.	1 - Entreprise générale
Une aire de livraison sera trouvée à l'extérieur du chantier en application des règles administratives en vigueur.	1 - Entreprise générale
Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces accordés pour les stockages.	1 - Entreprise générale
Les stockages extérieurs de longue durée sont à éviter pour limiter l'encombrement du chantier, le cas échéant ils se feront sur l'aire de stockage prévue à cet effet.	1 - Entreprise générale
Les zones de stockages de longue durée seront balisées et identifiées par les entreprises utilisatrices.	1 - Entreprise générale
Les matériaux avec risques particuliers seront stockés à l'écart dans la limite des besoins quotidiens avec une signalétique adaptée.	1 - Entreprise générale
Les approvisionnements à l'avancement de la mise en œuvre seront privilégiés pour éviter des stockages trop importants.	1 - Entreprise générale
Le stockage, même provisoire s'effectuera obligatoirement sur les aires aménagées dans le cadre de l'opération. Les entreposages pour mise en œuvre ne devront en aucun cas être installés sur les circulations extérieures et intérieures ou aux entrées des bâtiments.	1 - Entreprise générale
Les matériaux légers seront lestés pour éviter leur envol sur le site (notamment en toiture).	1 - Entreprise générale

Dispositions prévues	A la charge de
Les stockages de longue durée seront positionnés dans des endroits isolés qui ne gênent pas la manutention des stockages des autres corps d'état.	1 - Entreprise générale
La zone de livraison sera close pour empêcher le passage des autres intervenants.	1 - Entreprise générale
Les aires de livraison et stockage seront implantées à plus de 50 m des lignes électriques aériennes, à défaut celles-ci seront mise hors tension.	1 - Entreprise générale
En présence de lignes électriques aériennes, les livraisons et les stockages seront interdits sous et dans la zone à risques des lignes électriques.	1 - Entreprise générale
L'entreprise en charge d'établir le plan d'installation de chantier fera apparaître les zones interdites aux stockages en raison de la présence des lignes électriques aériennes. Le plan d'installation de chantier sera inclus au PPSPS de chaque entreprise.	1 - Entreprise générale

3.5.3. Manutentions et levages

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement à son intervention, l'entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. le plan d'implantation des éventuels appareils de levage nécessaire à son approvisionnement qui lui seraient spécifiques et de ses zones de stockage de matériels et de matériaux qui ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier.	1 - Entreprise générale
Préalablement à l'installation d'une grue mobile, l'entreprise transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS un plan faisant apparaître, l'implantation de la grue, la zone de levage neutralisée au sol par balisage, ainsi que les caractéristiques de l'engin mis en place.	1 - Entreprise générale
Avant l'installation d'une grue mobile ou d'un engin de levage, prendre connaissance de la résistance et de l'état des sols afin de s'assurer de la stabilité des engins. Faire contrôler tout appareil de levage mobile et monte matériaux (vérification tous les 6 mois) et expédier copie de l'attestation de vérification au coordonnateur S.P.S.	1 - Entreprise générale
Un guide de manœuvre sera mis en place pour guider les opérations de levage et écarter les autres intervenants de la zone de levage.	1 - Entreprise générale
En cours de manutention, aucune charge n'empiètera l'espace des domaines, publics et privés environnants.	1 - Entreprise générale
Toute opération de manutention, effectuée à l'aide d'un engin de levage prêté par une autre entreprise, restera sous la responsabilité de l'entreprise dite « prêteuse » et sera effectuée par son personnel (conduite, arrimage, guidage). L'entreprise utilisatrice devra la fourniture des systèmes d'accrochage, adaptés aux charges à lever (élingues, palonniers, etc..) et vérifiés. Une convention de prêt de grue sera mise en place entre les parties.	1 - Entreprise générale

3.5.4. Organisation des approvisionnements - Servitude de grue

Dispositions prévues	A la charge de
Une gestion commune des grues est mise en place pour l'ensemble des entreprises, suivant les dispositions définies dans les articles suivants.	1 - Entreprise générale
Les entreprises devront transmettre à l'entreprise gestionnaire de la grue, leur planning prévisionnel de livraisons utilisant la grue, avec dates et durées, ainsi que les points d'introduction dans le bâtiment afin d'être en mesure de donner une durée d'immobilisation supplémentaire de la grue du chantier.	1 - Entreprise générale

Dispositions prévues	A la charge de
Les manutentions et approvisionnements avec la grue du chantier ne pourront commencer qu'après l'établissement d'une convention de prêt qui déterminera les responsabilités des intervenants.	1 - Entreprise générale
Une convention spécifique devra être signée avant toute opération de manutention, entre l'entreprise assurant la gestion de la grue et l'entreprise concernée.	1 - Entreprise générale

3.5.5. Organisation des approvisionnements - Quai de déchargement

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise installera un quai de déchargement sur l'aire de stationnement des véhicules dédiée à chaque grue. L'entreprise aménagera au sol deux surfaces de déplacement permettant une mobilité en toute sécurité de l'équipement. Le quai sera équipé de garde-corps sur trois faces, d'un escalier d'accès et d'un portillon à fermeture automatique. Le portillon sera équipé d'un panneau indiquant "Accès sur le quai autorisé uniquement en position de déchargement"	1 - Entreprise générale
Les quais de déchargement seront mis à la disposition de l'ensemble des entreprises pendant toute la période de mise à disposition des grues.	1 - Entreprise générale

3.6. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

3.6.1. Voie piétonne

Dispositions prévues	A la charge de
Les déplacements devront se faire sur des cheminements « pieds propres » en matériaux d'apport, nivelés, pour éviter les torsions des pieds et risques de chutes. Les cheminements « pieds propres » seront aménagés jusqu'aux installations de cantonnements et des entrées du bâtiment et seront entretenus autant que de besoin.	1 - Entreprise générale
Les entrées devront être aménagées par la mise en place de rampes ou d'emmarchements provisoires, compensant les dénivelés éventuels. L'entretien et l'adaptation de ces installations seront prévus, pendant toute la durée des travaux.	1 - Entreprise générale
Dans les zones de circulation piétonnes, des passerelles de franchissement sécurisées seront installées pour franchir les tranchées ainsi que tous les autres obstacles.	1 - Entreprise générale
Les zones de cheminements piétons devront être différenciées de celles des engins ou camions par une matérialisation physique.	1 - Entreprise générale

3.6.2. Accès des véhicules et stationnement

Dispositions prévues	A la charge de
L'accès des véhicules d'entreprises dans la zone du chantier à proximité du bâtiment doit être restreint aux seuls véhicules de livraisons et véhicules ateliers pour laisser toute aisance aux manutentions et mises en œuvre.	1 - Entreprise générale

3.6.3. Voirie de chantier stabilisée

Dispositions prévues	A la charge de
Une voie d'accès sera créée pour les besoins du chantier. Celle-ci devra être suffisamment résistante pour le trafic du chantier et cela jusqu'à la fin des travaux.	1 - Entreprise générale
La voie d'accès du chantier sera remise en état autant que de besoin pendant toute la durée du chantier sur demande du maître d'Œuvre.	1 - Entreprise générale Maître d'œuvre
En phase préparation et avant démarrage des travaux de gros œuvre, réalisation du fond de forme des voies de circulation et des zones de parking.	1 - Entreprise générale
La circulation interne au chantier se fera à partir des voiries existantes. L'entreprise aura en charge l'entretien des voiries pendant toute la durée des travaux.	1 - Entreprise générale
Lorsque la voie de chantier longe le haut de talus de la pleine masse, une clôture de balisage sera installée, en retrait de la tête de talus, pour en écarter la circulation des véhicules.	1 - Entreprise générale

3.6.4. Voirie de chantier stabilisée - Bande de roulement périphérique aux bâtiments

Dispositions prévues	A la charge de
Afin de permettre une intervention sécurisée à partir des échafaudages ou nacelles aux abords des façades, ceux-ci seront rendus et maintenus dégagés et nivelés. En fonction de la nature du terrain l'entreprise devra la réalisation des bandes de roulement périphériques aux bâtiments. Ces bandes, d'une largeur de 5,00m seront empierrées et compactées afin de permettre aux engins de levage et nacelles de circuler. L'entreprise devra l'entretien et la maintenance régulière des bandes de circulation, pendant toute la durée des interventions en façade.	1 - Entreprise générale

3.6.5. Escalier provisoire accès pleine masse

Dispositions prévues	A la charge de
Une tour d'escalier (ou escalier de chantier provisoire) sera mise en place pour l'accès au niveau bas des terrassements lorsqu'il n'est pas possible d'aménager une rampe. Cet accès sera maintenu jusqu'à l'arrivée du lot gros-œuvre qui prendra le relais des installations provisoires.	1 - Entreprise générale

3.6.6. Nettoyage des voiries extérieures - Phase terrassements généraux

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise titulaire du lot terrassement, devra l'entretien régulier des zones extérieures au chantier. Cet entretien comprendra le nettoyage des voiries empruntées par les véhicules de chantier. L'entreprise devra prévoir le balayage mécanique des voiries à raison de deux fois par semaine minimum.	1 - Entreprise générale
A chaque sortie du chantier, sur les voiries publiques, il sera installé une station de lavage des roues de véhicules. Ce poste comprendra un point d'eau et un dispositif de récupération des boues et eaux sales.	1 - Entreprise générale

3.6.7. Nettoyage des voiries extérieures - Phase fondations profondes

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise titulaire du lot fondations profondes, devra l'entretien régulier des zones extérieures au chantier. Cet entretien comprendra le nettoyage des voiries empruntées par les véhicules de chantier. L'entreprise devra prévoir le balayage mécanique des voiries à raison de deux fois par semaine minimum lors de la phase fondation.	1 - Entreprise générale

3.6.8. Nettoyage des voiries extérieures - Phase Gros œuvre

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise titulaire du lot gros-œuvre, devra l'entretien régulier des zones extérieures au chantier. Cet entretien comprendra le nettoyage des voiries empruntées par les véhicules de chantier. L'entreprise devra prévoir le balayage mécanique des voiries à raison d'une fois par semaine si nécessaire.	1 - Entreprise générale

3.6.9. Nettoyage des voiries extérieures - Phase corps d'états secondaires

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise titulaire du lot gros œuvre, devra l'entretien régulier des zones extérieures au chantier. Cet entretien comprendra le nettoyage des voiries empruntées par les véhicules de chantier. L'entreprise devra prévoir le balayage mécanique des voiries à raison d'une fois par semaine si nécessaire (Charge compte prorata).	1 - Entreprise générale

3.7. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives**3.7.1. Protection en rive des fouilles**

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur sera assurée par garde-corps avec lisses et sous-lisses rigides, placées à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur potelets métalliques. L'implantation des garde-corps se fera en retrait de la tête de talus.	1 - Entreprise générale

3.7.2. Protection des rives de planchers

Dispositions prévues	A la charge de
Dès que le plancher sera posé, l'entreprise mettra en place des garde-corps qui devront assurer les protections collectives.	1 - Entreprise générale
La pose des planchers sera étudiée pour que les salariés ne soient jamais exposés à un risque de chute.	1 - Entreprise générale
La prévention des chutes de hauteur sera assurée, par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placées à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur supports métalliques en façade. En plus d'assurer la protection des intervenants lors de la pose et du coulage des planchers, ce dispositif devra permettre d'assurer la protection face au vide, des intervenants lors du montage de maçonneries ou la pose d'éléments préfabriqués. Mise en place des garde-corps à la pose des planchers.	1 - Entreprise générale

Dispositions prévues	A la charge de
<p>La protection collective en rive des planchers de type collaborant se fera, par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placées à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur supports métalliques, incorporés à la charpente lors de sa fabrication.</p> <p>En plus d'assurer la protection des intervenants lors de la pose des bacs, ce dispositif devra permettre d'assurer la protection face au vide, des intervenants lors du coulage de la dalle en béton.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place des garde-corps à la pose de la charpente métallique (Charge Charpente). • Maintenance lors de la pose des bacs (Charge Charpente). • Maintenance lors du coulage du béton (Charge gros œuvre). • Repli à la pose des bardages (Charge Bardeur) 	1 - Entreprise générale
Les protections collectives devront être mises en place avant la pose des planchers de façon à assurer la sécurité des travailleurs.	1 - Entreprise générale

3.7.3. Protection des trémies et réservations

Dispositions prévues	A la charge de
Les trémies et réservations seront équipées par des protections provisoires et devront être installées de façon à être suffisamment résistantes (ex: garde-corps), celles-ci devront comporter une lisse supérieure à 1,00 m une lisse intermédiaire et une plinthe.	1 - Entreprise générale
La prévention des chutes de hauteur, des trémies de grande dimension, des rives d'escalier, se fera par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placées à une hauteur comprise entre 1,00m et 1,10m, fixés sur potelets métalliques en rive de dalle ou sur la dalle. Mise en place des garde-corps, à la pose des planchers.	1 - Entreprise générale
Les réservations d'une dimension inférieure à 0,80 cm, seront protégées par la mise en place d'un treillis filant et/ou par dispositif d'obturation arasant le plancher ou dallage (platelage) d'épaisseur calculée en fonction des dimensions de l'ouverture et pouvant supporter le poids d'un homme. Fixation pour qu'aucune manœuvre involontaire ne déplace cette protection et ne puisse nuire à son efficacité (emboîtement, clouage).	1 - Entreprise générale
Sur les bacs collaborants, la prévention des chutes de hauteur, des trémies de grande dimension, se fera par la pose de platelage de type bac métallique. Les filets de sous face seront maintenus en place jusqu'au coulage du plancher et la pose de garde-corps provisoires.	1 - Entreprise générale

3.7.4. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes

Dispositions prévues	A la charge de
Après sa mise en place, toute entreprise, amenée à déposer ou modifier un dispositif de protection collective devra assurer la maintenance et la continuité de la protection vis-à-vis des autres intervenants. En cas de nécessité, l'entreprise se rapprochera de l'entreprise ayant installé la protection, afin que le dispositif soit adapté.	0 - Entreprise concernée
Après coulage du dallage et des planchers, toute modification d'un dispositif d'obturation (y compris remplacement) sera à la charge de l'entreprise prenant possession de la réservation. L'entreprise prenant possession d'une réservation devra assurer la continuité du dispositif de protection jusqu'à la sécurisation définitive. Les entreprises devront privilégier des dispositifs de type à emboîtement.	0 - Entreprise concernée 1 - Entreprise générale
Si pour une tâche déterminée une entreprise doit déposer un élément ou l'ensemble de la protection collective, celle-ci devra : Prévenir l'entreprise ayant mis en place la protection, avertir le personnel susceptible de travailler dans la zone, assurer la continuité de la sécurité par un autre moyen qui devra être défini dans son PPSPS, Rétablir la protection collective à la fin des travaux, faire constater à l'entreprise responsable que la reprise a été effectuée.	0 - Entreprise concernée 1 - Entreprise générale

Dispositions prévues	A la charge de
En cas de carence, le coordonnateur SPS demandera au maître d'Ouvrage de faire intervenir l'entreprise responsable de la pose initiale pour remettre en état les protections collectives, les frais correspondants seront imputés à la charge de l'entreprise responsable.	1 - Entreprise générale 0 - Entreprise concernée Maître d'œuvre Maître d'ouvrage

3.7.5. Pose de garde-corps définitifs sur escaliers et trémies

Dispositions prévues	A la charge de
Les garde-corps provisoires des trémies et des volées d'escaliers, seront déposés à l'avancement de la pose des garde-corps définitifs. Les zones à risque de chute de hauteur et chutes d'objets, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.	1 - Entreprise générale
En aucun cas la continuité des protections doit être interrompue. L'entreprise ne doit jamais quitter le chantier sans que la pose soit achevée et en laissant des vides entre garde-corps provisoires et définitifs.	1 - Entreprise générale
L'entreprise condamnera l'accès à la cage d'escalier pendant son intervention.	1 - Entreprise générale
Le garde-corps de la trémie du vide sur hall sera posé sous protection d'un échafaudage de pied à l'intérieur de la trémie.	1 - Entreprise générale
Les garde-corps sur vide des halls de grande hauteur seront posés sous protection d'un échafaudage de pied à l'intérieur du hall.	1 - Entreprise générale
L'entreprise condamnera l'accès à la cage d'escalier pendant son intervention. Le garde-corps de la trémie du vide sur hall sera posé sous protection d'un échafaudage de pied à l'intérieur de la trémie.	1 - Entreprise générale

3.7.6. Pose de garde-corps définitifs sur passerelles et planchers métalliques

Dispositions prévues	A la charge de
La protection collective sera assurée par la pose des garde-corps définitifs en rive des ouvrages au fur et à mesure du montage des équipements et planchers métalliques. Privilégier l'assemblage des éléments (passerelles et garde-corps) au sol avant leur montage sur l'ouvrage.	1 - Entreprise générale
Privilégier l'assemblage des éléments (passerelles et garde-corps) au sol avant leur montage sur l'ouvrage.	1 - Entreprise générale

3.8. Mise en commun des moyens - Echafaudages

3.8.1. Servitude d'échafaudage

Dispositions prévues	A la charge de
Une utilisation commune des échafaudages est prévue pour les entreprises désignées, suivant les dispositions définies dans les articles suivants.	1 - Entreprise générale
Echafaudages communs en façade: L'entreprise, devra la mise en place des échafaudages communs, permettant d'assurer la protection antichute pour la réalisation de la pose des menuiseries extérieures, de la pose des garde-corps extérieurs et des ravalements.	1 - Entreprise générale

Dispositions prévues	A la charge de
Echafaudages communs en façade: L'entreprise, devra la mise en place des échafaudages communs, permettant d'assurer la protection antichute pour la réalisation de la pose des menuiseries extérieures, de pose des garde-corps extérieurs, et des ravalements. Le dispositif devra également permettre d'assurer la protection collective en bas de pente pour la réalisation des couvertures.	1 - Entreprise générale
Un procès-verbal de réception sera établi et signé par l'installateur de l'échafaudage de pied à « utilisation partagée » et chaque entreprise utilisatrice avant mise à disposition de l'échafaudage.	1 - Entreprise générale
Le Coordonnateur SPS organisera avant le démarrage des travaux, une réunion d'harmonisation à laquelle participeront les entreprises concernées. Lors de cette réunion, il sera, entre autre, soumis aux entreprises un plan de calepinage de l'échafaudage pour examen et validation.	1 - Entreprise générale Maître d'œuvre Coordonnateur SPS

3.9. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

3.9.1. Gestion des déchets Mode d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Les déchets de chantier feront l'objet d'un tri sélectif et d'une gestion commune pour l'ensemble du chantier. L'organisation du tri sélectif comprenant la réalisation et l'entretien d'une plate-forme de regroupement des déchets, la mise à disposition des bennes, la signalétique explicative destinée aux personnels.	1 - Entreprise générale
L'entreprise chargée des travaux de désamiantage sera responsable du stockage et de l'évacuation de ses déchets. Une zone de stockage spécifique aux déchets contenant de l'amiante sera aménagée dans l'enceinte du chantier. Les déchets générés par les travaux, ainsi que les équipements de protection individuelle utilisés seront stockés sur place avant leur évacuation. Ils seront conditionnés soit, en containers ou en sacs spécialement adaptés, soit palettisés et filmés. Quel que soit le type de conditionnement, Celui-ci sera étiqueté «danger amiante».	0 - Entreprise concernée

3.9.2. Bennes à gravois et déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Des bennes à gravois et déchets seront mises en place pour l'ensemble des intervenants du chantier. Les bennes seront remplacées suivant les besoins du chantier.	1 - Entreprise générale

3.9.3. Acheminement des déchets vers les bennes

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise gardera la charge d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes. Les déchets ne seront pas stockés à l'intérieur des bâtiments.	1 - Entreprise générale Tous Corps d'état
En cas de carence, le maître d'œuvre fera nettoyer les déchets des entreprises par un prestataire extérieur, qui sera mis à la charge des entreprises responsables ou du compte interentreprises.	1 - Entreprise générale Maître d'œuvre Maître d'ouvrage

3.9.4. Nettoyage et évacuation des déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien. Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant.	1 - Entreprise générale
Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant. En cas de carence, le coordonnateur SPS pourra demander au maître d'œuvre de désigner une entreprise pour réaliser les travaux de nettoyage aux frais des entreprises responsables.	1 - Entreprise générale

3.9.5. Evacuation des matières dangereuses

Dispositions prévues	A la charge de
Aucune matière dangereuse ne doit être stockée sur le chantier, tant les déchets que les produits amenés pour mise en œuvre.	1 - Entreprise générale

3.10. Mise en commun des moyens - Organisation des secours**3.10.1. Moyen d'alerte des secours**

Dispositions prévues	A la charge de
Les numéros de téléphone d'urgence ainsi que les consignes d'appel des secours sont à afficher dans le bureau de chantier. Les principaux numéros à appeler sont le 15 et le 18 pour le téléphone fixe et le 112 pour les téléphones mobiles.	1 - Entreprise générale
Dans le cas d'impossibilité de mise en service d'un téléphone fixe, au-moins une personne de chaque entreprise doit être équipée d'un téléphone portable afin de pouvoir appeler les secours le cas échéant.	1 - Entreprise générale

3.10.2. Consignes de sécurité

Dispositions prévues	A la charge de
Les consignes de sécurité seront reprises dans les PPSPS. En cas d'accident :- les secours sont appelés immédiatement. - L'entreprise préviendra le jour même la CARSAT, l'Inspection du travail (DDETS), l'OPPBT et le coordonnateur sécurité.	1 - Entreprise générale
Les consignes spécifiques du site (chantier en site occupé) doivent être transmises à toutes les entreprises par le maître d'ouvrage et intégrées au PPSPS des entreprises.	1 - Entreprise générale

3.10.3. Sauveteurs secouristes du travail

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises préciseront dans leur PPSPS si elles ont des secouristes du travail dans leurs équipes.	1 - Entreprise générale
Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.	1 - Entreprise générale

3.10.4. Infirmier/Infirmière de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise mandataire ou le groupement d'intérêt économique (GIE) recrutera l'infirmier ou l'infirmière pour la durée du chantier. Dans tous les cas, le médecin du travail devra être consulté pour avis.	1 - Entreprise générale

3.10.5. Matériel de secours

Dispositions prévues	A la charge de
Une trousse de secours, commune à l'ensemble des entreprises, sera laissée dans la salle de réunion.	1 - Entreprise générale

4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

4.1.1. Travaux de démolition, de déconstruction

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Préalablement au démarrage des travaux, le maître d'ouvrage fera consigner les branchements, électricité, gaz, eau, par les concessionnaires.</p> <p>Le maître d'ouvrage devra remettre à l'entreprise les attestations de confirmation que les réseaux concessionnaires sont neutralisés à l'extérieur du bâtiment.</p> <p>Préalablement au démarrage de son intervention, l'entreprise de démolition s'assurera sur le site de la consignation effective des branchements.</p>	Maître d'ouvrage
Les réseaux et équipements devant être maintenus en service, afin d'assurer le bon fonctionnement des installations de l'établissement, seront repérés et signalés sur le site par étiquetage.	1 - Entreprise générale
<p>Lorsque les chutes de matériaux et les effondrements de la construction sont provoqués volontairement, les emplacements de chutes situés en dehors et dans le bâtiment doivent être délimités et interdits au stationnement des personnes. Si la démolition est réalisée par tranches verticales et par procédés mécaniques, il convient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de séparer les zones restant accessibles des parties attaquées par un nombre suffisant de travées, afin que leur stabilité ne soit pas compromise; -de matérialiser cette interdiction (guirlandes, barrières de lisses sur trépieds); d'interdire l'accès aux zones définies, pendant toute la période de chute. 	1 - Entreprise générale
Les zones à risques de chutes d'objets et de gravats, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.	1 - Entreprise générale
<p>Pour éviter les risques liés à la chute accidentelle de matériaux, mise en place de systèmes de protection antichute. Ces dispositifs doivent être conçus pour intercepter efficacement tout objet susceptible de tomber dans le vide. Dans l'éventualité où l'installation de tels systèmes s'avérerait techniquement irréalisable, mettre en place des mesures alternatives. Celles-ci consistent à interdire formellement l'accès aux zones présentant un danger potentiel de chute de matériaux. Cette interdiction doit être clairement signalée et matérialisée par des moyens appropriés, garantissant ainsi la sécurité du personnel et des tiers.</p>	1 - Entreprise générale
<p>L'entreprise devra s'assurer auprès d'un bureau d'études de la surcharge admissible des planchers existants.</p> <p>Elle tiendra compte des surcharges constatées, dans sa méthodologie d'intervention. Les planchers seront étayés suivant les nécessités.</p>	1 - Entreprise générale
Il convient de veiller à ce que les matériaux et éléments de construction ne soient pas en équilibre instable. En particulier, les éléments de construction, en porte-à-faux dangereux, qui doivent être abattus ou réhabilités.	1 - Entreprise générale
<p>Toute entreprise effectuant des démolitions de reprises de structure, ou la dépose de réseaux et équipements situés en hauteur, est tenue de s'assurer de la bonne stabilité des ouvrages et de mettre en place les moyens d'étalement provisoire, nécessaires à la sécurisation de ces ouvrages. Il est recommandé de procéder à une campagne de sondages ponctuels pour identification des modes de structure des ouvrages à déposer.</p> <p>L'entreprise joindra à son PPSPS une note méthodologique faisant apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Les moyens mis en œuvre pour interdire l'accès sous la zone de travail aux autres intervenants. * Les moyens mis en œuvre pour les accès en hauteur. * Les dispositifs provisoires de supportage des ouvrages. * Les dispositifs de protection collective installés sur les trémiés, après la dépose des équipements. 	1 - Entreprise générale

Dispositions prévues	A la charge de
Création de trémies ou de percements dans les ouvrages existants: Préalablement au démarrage des travaux, l'entreprise devra condamner les accès sous la zone de percement. Cette condamnation se fera à l'aide d'un moyen physique et d'un affichage interdisant strictement l'accès à la zone présentant un risque de chute de matériaux.	1 - Entreprise générale
La prévention des risques de chute de hauteur se fera par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, fixés sur potelets métalliques en rive de l'ouvrage. La protection sera mise en place au fur et à mesure de la dépose des ouvrages de sécurité existants.	1 - Entreprise générale
En limites des zones démolies, la prévention des risques de chute de hauteur sera assurée par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, fixés sur potelets métalliques en rive de l'ouvrage. Mise en place des garde-corps au fur et à mesure de la démolition des ouvrages existants.	1 - Entreprise générale
En limites des zones démolies, la prévention des risques de chute de hauteur sera assurée par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, fixés sur potelets métalliques en rive de l'ouvrage. Mise en place des garde-corps au fur et à mesure de la démolition des ouvrages existants.	1 - Entreprise générale

4.1.2. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Amiante

Dispositions prévues	A la charge de
Les travaux de démolition ne pourront débuter qu'après remise des PV de mesures libératoires fournies par l'entreprise de désamiantage. En cas de découverte de matériaux amiantés non signalés dans le rapport de repérage, l'entreprise arrêtera immédiatement ses travaux, en informera le maître d'œuvre et le coordonnateur. Les travaux de démolition ne reprendront qu'après la réalisation du désamiantage complémentaire et la procédure libératoire.	1 - Entreprise générale
Conformément aux dispositions légales, l'entreprise devra au préalable, établir un plan de retrait des éléments concernés et adresser, ce document un mois avant son intervention, aux organismes de contrôle et de prévention (DDETS – CARSAT – OBBPTP – MEDECINE DU TRAVAIL) via la plateforme DEMAT@MIANTE. Une copie du plan de retrait ainsi que de l'accusé de transmission téléchargeable sur la plateforme DEMAT@MIANTE, sera transmise au coordonnateur SPS pour inscription au registre journal.	1 - Entreprise générale 0 - Entreprise concernée
Les PV de mesures libératoires doivent être transmis au maître d'œuvre, au coordonnateur SPS et aux entreprises avant leur intervention dans les zones désamiantées.	1 - Entreprise générale 0 - Entreprise concernée
Les zones en cours de décontamination seront isolées par l'installation de zones de confinement. Installation au démarrage des travaux sur zone. Maintenance pendant toute la durée des travaux de décontamination.	1 - Entreprise générale 0 - Entreprise concernée
Phase désamiantage: Sanitaires – Vestiaires - Réfectoires: Installations propres à l'entreprise intervenante et à ses sous-traitants.	1 - Entreprise générale 0 - Entreprise concernée

4.1.3. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Silice cristalline

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention contre le risque de silice cristalline impose de réduire à la source les émissions de poussières par le choix de techniques peu émissives. Les travaux de démolition seront réalisés sous système d'abattage à l'eau installé sur les engins.	0 - Entreprise concernée 1 - Entreprise générale

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention contre le risque de silice cristalline impose de réduire à la source les émissions de poussières par le choix de techniques peu émissives. Les travaux à sec de ponçage, carottage, percement, tronçonnage, démolition manuelle, sablage, décapage, balayage, soufflage devront se faire avec le recours d'équipements équipés de captage par aspiration des poussières à la source.	1 - Entreprise générale 0 - Entreprise concernée
Les zones de travaux intérieurs avec risque d'émission de poussières à silice cristalline devront être interdites d'accès aux autres intervenants. Cette condamnation se fera à l'aide d'un moyen physique et d'un affichage interdisant l'accès à la zone présentant un risque.	1 - Entreprise générale 0 - Entreprise concernée
Les entreprises réalisant des travaux à risque d'émission de poussière de silice cristalline devront effectuer des mesures de la concentration de l'atmosphère en silice de façon régulière et lors de tout changement dans des conditions susceptibles d'avoir des conséquences sur l'exposition des salariés.	0 - Entreprise concernée 1 - Entreprise générale
Pour les opérations de fraisage/rabotage des chaussées avec des raboteuses inférieures à un mètre de large, le travail systématique avec humidification par arrosage du tambour de fraisage est recommandé. Prévoir le maintien humide des voies de circulation des camions sur les zones rabotées.	1 - Entreprise générale 0 - Entreprise concernée

4.1.4. Travaux de terrassement généraux

Dispositions prévues	A la charge de
Avant démarrage des travaux l'entreprise établira ses DICT, copie des réponses sera transmise au coordonnateur et au maître d'œuvre. Les travaux ne pourront commencer avant la réception des réponses.	1 - Entreprise générale
Les terrassements seront réalisés avec un empâtement en pied de mur suffisant pour permettre les accès aisés à l'arrière des murs enterrés pour la réalisation des travaux avant remblaiement. Il devra permettre notamment l'installation d'un échafaudage pour la réalisation de l'étanchéité verticale.	1 - Entreprise générale
Les hauts de talus de pleine masse longés par des circulations piétonnes seront protégés par des garde-corps provisoires à maintenir et entretenir jusqu'aux remblaiements définitifs.	1 - Entreprise générale
Les remblaiements de la pleine masse contre les bâtiments seront réalisés dès la réalisation des drains et des étanchéités verticales. Prévoir une concertation avec le lot gros-œuvre pour faciliter l'accès des engins à l'arrière des bâtiments (enlèvement consoles de banches, étalements, ...)	1 - Entreprise générale
Les têtes de talus longées par des voies de chantier seront protégées par un balisage en barrières ou en panneaux de clôture pour en éloigner les charges de circulations.	1 - Entreprise générale
En cas de constat de mauvaise tenue du terrain ou d'un ouvrage existant pouvant créer un danger, l'entreprise cessera immédiatement les travaux, en informera la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour que les mesures conservatoires et de protection soient prises et mises en œuvre sans délai pour supprimer le danger. Le coordonnateur en sera informé.	1 - Entreprise générale
Les talus de la pleine masse seront réalisés en respectant les recommandations du rapport de l'étude de sol et de la méthodologie définie par le maître d'œuvre le cas échéant.	1 - Entreprise générale
Les protections provisoires des talus, suivant préconisation du rapport de sol et du maître d'œuvre, seront entretenues autant que de besoin jusqu'aux remblaiements définitifs, sur demande de l'entreprise de gros-œuvre, ou du maître d'œuvre.	1 - Entreprise générale
Conformément aux dispositions de l'étude de sol, l'épuisement des eaux de ruissellement ou de résurgence par pompage sera prévu pour assainir le fond de la pleine masse. L'évacuation vers le réseau d'égouts sera privilégié et dans tous les cas à l'écart des voies de circulation de chantier.	1 - Entreprise générale

Dispositions prévues	A la charge de
Les terrassements seront exécutés en suivant les prescriptions et la méthodologie définies par le maître d'œuvre ou le bureau d'études. L'entreprise interdira l'accès au chantier à toute personne non accompagnée, pendant la réalisation de ses travaux jusqu'à mise à disposition du chantier au lot gros-œuvre. L'entreprise prévoira une réunion de concertation et de mise au point avec le maître d'œuvre et le lot gros-œuvre pour faciliter les accès pour la mise en œuvre et la réalisation des travaux de gros-œuvre (consoles, butons, étaielements, ...)	1 - Entreprise générale
En cas de découverte en cours de travaux d'une pollution des sols, le chantier doit être arrêté en attente du diagnostic pour connaître la nature de pollution (risque d'explosion, risque pour la santé, etc..)	1 - Entreprise générale
En zone à risques, le maître d'ouvrage fera établir, un diagnostic de pollution pyrotechnique préalablement au démarrage des travaux de terrassement.	1 - Entreprise générale
En cas de découverte en cours de travaux d'un risque pyrotechnique, le chantier doit être arrêté en attente du diagnostic pour connaître la nature du risque (explosion, etc.)	1 - Entreprise générale
En présence de pollution pyrotechnique, la dépollution du site sera réalisée préalablement au démarrage des travaux, par une entreprise spécialisée. Les travaux seront réalisés sans coactivité sur site. L'entreprise devra la mise en place des dispositifs (Balisage, signalétique, etc), nécessaire à la sécurisation du site.	1 - Entreprise générale
Les remblaiements en périphérie des longrines seront réalisés dès la réalisation des clavetages, afin de sécuriser les circulations aux abords de la construction.	1 - Entreprise générale

4.1.5. Travaux de puits, de terrassements souterrains

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise mettra en place tous les moyens nécessaires pour maintenir l'atmosphère salubre pendant toute la durée de l'intervention. Le cas échéant, l'entreprise fera procéder à des contrôles d'atmosphère.	1 - Entreprise générale
Sur les postes à émission de poussière l'entreprise installera un dispositif de brumisation afin de les rabattre au sol.	1 - Entreprise générale
Les convoyeurs à matériaux seront équipés de brumisateur, afin de limiter les émissions de poussières. L'entreprise devra l'entretien du dispositif pendant toute la durée des travaux.	1 - Entreprise générale
En cas d'impossibilité d'isoler la zone bruyante: L'entreprise fournira des bouchons d'oreilles à l'ensemble des entreprises intervenantes sur la zone. Le port des bouchons est obligatoire pour les salariés se déplaçant sur le chantier. Afin de réduire les délais d'intervention des travaux bruyants, la possibilité d'intervenir en horaires décalés sera étudiée.	1 - Entreprise générale
L'entreprise installera un dispositif d'éclairage provisoire au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Ce dispositif sera du type antidéflagrant.	1 - Entreprise générale
L'entreprise installera un dispositif d'éclairage de secours provisoire. Ce dispositif devra prendre le relais en cas de coupure d'électricité.	1 - Entreprise générale

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise aura en charge l'installation à l'avancement des travaux d'un système de ventilation et de recyclage de l'air dans le tunnel et sur l'ensemble des postes de travail intérieurs. En phase de préparation de chantier, l'entreprise transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur un plan d'étude du dispositif de ventilation et d'assainissement d'air. L'entreprise devra assurer la continuité et le maintien en état de la ventilation pendant toute la durée des travaux. Elle aura en charge la mise en place des contrôles permettant de s'assurer que les valeurs maximales d'exposition ne sont pas atteintes.	1 - Entreprise générale
Afin de limiter les émissions de gaz d'échappement les entreprises devront privilégier l'utilisation d'équipement à moteur électrique.	1 - Entreprise générale
En phase de conception de chantier, le maître d'œuvre organisera des réunions, entre les acteurs de l'opération (Moe, CSPS, économiste) et les services de secours, portant principalement sur les choix et rôles de la ventilation de chantier en cas d'incendie. L'analyse et un rapport sera établi, par un bureau d'études spécialisées, suivant des scénarios d'incendie, relatifs à la capacité d'évacuation des fumées qu'apporterait le système de ventilation temporaire de chantier ainsi que la définition des procédures d'évacuation des fumées sur la base des conclusions de ce rapport.	1 - Entreprise générale Maître d'œuvre
En phase de préparation de chantier, l'entreprise organisera des réunions, entre les acteurs de l'opération (Moe, CSPS, économiste) et les services de secours, portant la validation du choix et rôle de la ventilation de chantier en cas d'incendie.	1 - Entreprise générale
Dès la phase de conception, le maître d'ouvrage devra faire établir, des études spécifiques par un organisme spécialisé en risque ATEX (portant notamment sur l'évaluation de dégagements gazeux, la définition d'un programme de contrôles et des mesures de prévention associées, ainsi que leurs suivis. Cette étude sera jointe au dossier de consultation des entreprises.	Maître d'ouvrage
Lors de la réalisation de béton projeté, l'entreprise devra la mise en place d'un balisage par barriérage interdisant l'accès à la zone aux autres intervenants.	1 - Entreprise générale
L'entreprise installera le balisage et la signalétique d'interdiction d'accès au puits ou au tunnel.	1 - Entreprise générale

4.1.6. Travaux de VRD

Dispositions prévues	A la charge de
Les interventions sur le site, entre les travaux de voirie et les accès obligatoires pour les riverains, seront aménagées de façon à garantir toute la sécurité. Des passerelles protégées seront positionnées pour enjamber les tranchées en cours. Tous les regards ou trous sur la chaussée seront clôturés avec de l'éclairage signalétique pour la nuit. Les zones en travaux hors circulation seront balisées. Si la circulation est importante, il pourra être envisagé la mise en place de feux tricolores provisoires.	1 - Entreprise générale
Sur les consignes de la Maîtrise d'Œuvre, les interventions sur le site, entre les travaux de voirie et les accès obligatoires pour les riverains, seront aménagées de façon à garantir toute la sécurité ainsi que si la circulation est importante, il pourra être envisagé la mise en place de feux tricolores provisoires.	1 - Entreprise générale
La protection collective sera assurée par le remblaiement des fouilles à l'avancement de la pose des réseaux.	1 - Entreprise générale
La protection collective sera assurée par le balisage des fouilles devant rester ouvertes en attente du remblaiement.	1 - Entreprise générale
Privilégier la découpe des éléments en béton, par voie humide pour éviter la production et propagation des fumées de poussières.	1 - Entreprise générale
La circulation piétonne sera assurée par l'installation de passerelles de franchissement sur les fouilles en attente des remblaiements.	1 - Entreprise générale

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise réalisera le balisage des massifs en béton avec leurs tiges de fixations dans l'attente de pose des équipements : candélabres, barrières etc.	1 - Entreprise générale
Pour toute tranchée ou excavation, commune à plusieurs lots et d'une profondeur supérieure de 1,30 m ou dans un terrain non stable, l'entreprise réalisant la tranchée devra la mise en place d'un système de blindage adapté à tous les types d'intervention prévue dans la tranchée. Le type de blindage sera défini en concertation avec l'ensemble des entreprises concernées par l'intervention dans la tranchée. Le blindage ne pourra être modifié qu'après accord de l'entreprise ayant assuré l'installation. L'entreprise aura en charge la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des interventions y compris des autres corps d'état.	1 - Entreprise générale
Mise en place des tampons définitifs de fermeture dès la pose des chambres, des regards ou de la réalisation des fosses. En cas d'impossibilité de positionner le tampon définitif, protection par dispositif d'obturation arasant le regard ou la chambre (platelage) d'épaisseur calculée en fonction des dimensions de l'ouverture et pour supporter le poids d'un homme, ou d'un véhicule si l'équipement est positionné sur une voie de circulation.	1 - Entreprise générale
En présence de réseaux enterrés ou aériens à proximité des zones d'intervention, les personnels devront être en possession de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR). Sont concernés: Pour le niveau encadrant; les conducteurs de travaux; Chefs de chantier; les chefs d'équipes. Pour le niveau opérateur; les conducteurs d'engins; les suiveurs; les canalisateurs, les ouvriers en travaux publics.	1 - Entreprise générale
Le personnel portera obligatoirement un gilet de signalisation ou une tenue entreprise adaptée.	1 - Entreprise générale
La circulation des engins de chantier, le chargement et le déchargement des véhicules de transport, se feront sous le contrôle d'un membre de l'entreprise intéressée.	1 - Entreprise générale
Le stationnement des véhicules sur l'emprise publique se fera selon les règles communes.	1 - Entreprise générale
La circulation des engins et personnels pour les besoins du chantier est interdit sur la voie publique sauf autorisation des autorités compétentes.	1 - Entreprise générale
L'entreprise devra choisir les modes opératoires qui limitent au maximum les traversées de personnel sur les voies circulées. Des consignes spécifiques devront être établies par l'entreprise. La traversée du personnel se fera par des passages piétons obligés et protégés. L'entreprise aura en charge l'installation et l'entretien des équipements.	1 - Entreprise générale
Les entreprises devront limiter au minimum toutes les opérations de manutention manuelle. Toutes les opérations qui pourront faire l'objet d'une assistance mécanisée simple seront préconisées. Exemple : pose de bordure interdite manuellement.	1 - Entreprise générale

4.1.7. Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement

Dispositions prévues	A la charge de
Toutes les fouilles en tranchées de plus de 1,3 m de profondeur seront protégées soit par la réalisation de pente de talus appropriée soit par un terrassement en escalier soit par la mise en place d'un blindage.	1 - Entreprise générale

4.1.8. Travaux de fondations

Dispositions prévues	A la charge de
<p>L'entreprise détaillera, dans une note de méthodologie, les modalités d'exécution et les mesures de sécurité qu'elle envisage de mettre en place. Cette note méthodologique sera annexée à son PPSPS.</p> <p>Elle veillera en particulier à détailler les modalités suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> * Les moyens d'intervention mécaniques avec leur positionnement. * Les mesures de protections collectives, notamment en partie supérieure de la paroi. * Les moyens de pompage ou d'évacuation des eaux de ruissellement si nécessaire. * Les dispositifs de renfort et d'étalement provisoire à installer sur les ouvrages existants mitoyens (dispositif d'étréssillon des baies etc). 	1 - Entreprise générale
Toutes les fouilles en cours de réalisation ou laissées en attente seront balisées par du grillage et des panneaux de clôture pour les fouilles profondes.	1 - Entreprise générale
Toutes les fouilles de plus de 1,30m de profondeur seront blindées.	1 - Entreprise générale
Toutes les fouilles profondes seront balisées, le coulage des bétons de fondations se fera à l'avancement.	1 - Entreprise générale
Les excavations, seront balisées en retrait par treillis en plastique d'une hauteur de 1,00m.	1 - Entreprise générale
Les aciers en attente seront protégés par bouchons ou par crosses. Les têtes de pieux, seront soit ensevelies avec du tout-venant de la plate-forme, soit balisées pour protection des aciers en attente.	1 - Entreprise générale
<p>Réalisation de fondations profondes par pieux ou micropieux. Pendant l'exécution des travaux l'entreprise s'assurera que les eaux résiduelles consécutives aux mouvements des terres ne viennent pas souiller les voiries et polluer les réseaux sous voiries.</p> <p>Pour les travaux de recépage des têtes de pieux l'entreprise devra la fourniture d'un dispositif sécurisé pour les accès en fonds de fouilles.</p>	1 - Entreprise générale

4.1.9. Reprises en sous-œuvre

Dispositions prévues	A la charge de
Les terrassements généraux ne pourront commencer tant que l'étude de sol, définitive ne sera pas réalisée dans le cadre de l'application des principes de la méthode observationnelle concernant les avoisinants.	1 - Entreprise générale
Les terrassements généraux ne pourront commencer tant que la méthodologie de mise en œuvre des travaux visant à la conservation des existants ne sera pas définie par la maîtrise d'œuvre.	1 - Entreprise générale
Les reprises en sous-œuvre ne pourront commencer tant que la méthodologie ne sera pas définie dans le cadre de l'application des principes de la méthode observationnelle concernant les avoisinants. Les accès à la zone de travaux seront condamnés.	1 - Entreprise générale

4.1.10. Travaux de gros-œuvre

Dispositions prévues	A la charge de
Prévoir une concertation avec le lot Terrassements Généraux pour faciliter l'accès des engins à l'arrière des bâtiments pour réaliser les remblaiements (enlèvement consoles de banches, étalements, etc)	1 - Entreprise générale
La préfabrication et la mise en œuvre de béton prêt à l'emploi seront privilégiées pour faciliter la mise en œuvre et limiter les encombrements.	1 - Entreprise générale

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera les accès des entreprises des lots techniques qui ont des incorporations à réaliser dans les planchers et les murs avant coulage du béton. L'entreprise n'acceptera l'intervention des lots techniques que sur autorisation du chef de chantier.	1 - Entreprise générale
Les coffrages horizontaux seront équipés d'une protection collectives contre les chutes de hauteur, par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placées à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur supports métalliques en rive de coffrage.	1 - Entreprise générale

4.1.11. Travaux en rive de plancher - Protections collectives propres aux travaux particuliers

Dispositions prévues	A la charge de
Les protections collectives doivent être conçues par l'entreprise de sorte que les travaux puissent toujours se réaliser à l'intérieur des protections collectives jusqu'à ce qu'elles puissent être enlevées.	1 - Entreprise générale
Les garde-corps rigides seront privilégiés. Le système consistant à poser des « inserts » au coulage du plancher sera préféré aux pinces traditionnelles.	1 - Entreprise générale
Les garde-corps avec montants et tubes métalliques seront privilégiés. Les espacements des montants doivent être adaptés à la longueur des tubes pour assurer la continuité des garde-corps, y compris aux angles.	1 - Entreprise générale
Les garde-corps bas maçonnés et acrotères seront complétés par des garde-corps provisoires conçus pour assurer une hauteur de protection supérieure à 1,00 mètre après pose des dalles sur plots.	1 - Entreprise générale

4.1.12. Ouvrage avec risques de chute de hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
Pour tous les ouvrages à risque de chute de hauteur, la protection collective sera assurée : - Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins : une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ; une main courante ; une lisse intermédiaire à mi-hauteur ; Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.	1 - Entreprise générale

4.1.13. Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds

Dispositions prévues	A la charge de
Une réunion spécifique de coordination sera organisée avec le maître d'œuvre. L'entreprise présentera ses besoins et sa méthodologie d'intervention.	1 - Entreprise générale Maître d'œuvre Coordonnateur SPS Maître d'ouvrage

4.1.14. Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m

Dispositions prévues	A la charge de
Une réunion spécifique de coordination sera organisée avec le maître d'œuvre. L'entreprise présentera ses besoins et sa méthodologie d'intervention.	1 - Entreprise générale Maître d'ouvrage Maître d'œuvre Coordonnateur SPS

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement à l'installation de la grue, l'entreprise s'assurera auprès d'un bureau d'études de la résistance des sols.	1 - Entreprise générale
Préalablement à l'installation de la grue l'entreprise, s'assurera de la nature et de l'emplacement des réseaux enterrés présents sur zone et en tiendra compte dans le choix de l'implantation de la grue.	1 - Entreprise générale
Préalablement à l'installation de la grue, l'entreprise transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS un plan faisant apparaître, l'implantation de la grue, la zone de levage neutralisée au sol par balisage, ainsi que les caractéristiques de l'engin mis en place.	1 - Entreprise générale

4.1.15. Echafaudages

Dispositions prévues	A la charge de
Pour le montage des échafaudages, condamnation des zones situées sous la zone à risque de chute des matériels en cours d'installation. Toute superposition de tâche est interdite lors de ces interventions spécifiques et pouvant présenter des risques de chutes de matériel.	1 - Entreprise générale
La zone de montage ou démontage des échafaudages, devra être balisée au moyen d'un dispositif physique, afin de prévenir les risques vis-à-vis des autres intervenants.	1 - Entreprise générale
Les échafaudages seront installés en pied de façade sur un sol nivelé et stabilisé.	1 - Entreprise générale
Les passages d'accès aux bâtiments seront pourvus de platelage pare-gravois.	1 - Entreprise générale

4.1.16. Travaux des lots techniques

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises s'organiseront pour intervenir en présence des protections collectives provisoires ou définitives le cas échéant.	1 - Entreprise générale
Les incorporations dans les planchers et murs ne se feront que sur demande du lot gros-œuvre. L'accès aux zones d'incorporation ne se fera qu'en utilisant les accès aménagés par le lot gros-œuvre.	1 - Entreprise générale
Lors des travaux d'incorporation aux ouvrages béton, l'entreprise de gros œuvre aura en charge, la mise en place des protections collectives.	1 - Entreprise générale
Les tuteurs de sorties de fourreaux et réseaux sur dalles seront crossés à leur extrémité pour éviter les risques d'empalement en cas de chute de personne.	1 - Entreprise générale
L'ouverture des trémies et réservations dans les dalles se fera à l'avancement de la pose des réseaux, aucune ouverture anticipée ne sera admise pour éviter les chutes de plain-pied ou de hauteur.	1 - Entreprise générale
L'entreprise prenant possession d'une trémie ou d'une réservation en dallage et plancher, devra assurer la continuité de la protection, vis-à-vis des autres intervenants jusqu'à sa sécurisation définitive.	1 - Entreprise générale
Après ouverture, les trémies seront sécurisées par des plateaux avec tasseaux fixés en sous-face pour les maintenir bloqués en pose libre jusqu'à la pose des réseaux pour en éviter tout déplacement involontaire supprimant l'efficacité de la protection.	1 - Entreprise générale
L'installation des réseaux dans les plénums techniques en combles ne se fera qu'après la pose des planchers techniques et platelage de circulation.	1 - Entreprise générale

4.1.17. Travaux de revêtement de sols

Dispositions prévues	A la charge de
La mise en œuvre de chape prête à l'emploi sera privilégiée, la confection sur place est à éviter pour limiter l'encombrement du chantier.	1 - Entreprise générale
En cas de confection sur place, l'atelier sera installé à l'écart des entrées du bâtiment pour éviter l'entrave des accès et la salissure des cheminements.	1 - Entreprise générale
La zone de préparation sera balisée, les sacs de liant seront conditionnés et évacués au quotidien.	1 - Entreprise générale
Privilégier la mise en œuvre des chapes après la pose des façades de portes de l'ascenseur pour éviter la dépose des protections provisoires des baies pour amener la chape jusqu'au seuil. La dépose des protections provisoires est interdite.	1 - Entreprise générale
Lors de l'utilisation de colles ou solvants, la zone de travail devra être ventilée. L'accès sera interdit aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique. L'entreprise installera la signalisation rappelant l'interdiction de fumer et d'avoir recours à l'utilisation d'équipement à flamme vive.	1 - Entreprise générale
Lors des travaux de ponçage des sols, les équipements utilisés devront être équipés d'un dispositif de captage des poussières. Les locaux en cours de traitement seront ventilés et interdits d'accès aux autres intervenants, à l'aide d'un dispositif physique.	1 - Entreprise générale

4.1.18. Travaux en hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
L'usage de nacelles sera privilégié pour les travaux en grande hauteur sous toitures. Les zones de travail présentant un risque de chute d'objets seront balisées au sol pour en détourner les passages.	1 - Entreprise générale
Les nacelles seront à moteur électrique, les moteurs thermiques sont exclus pour les travaux intérieurs. L'emploi de nacelles équipées de signaux de déplacement, sera privilégié.	1 - Entreprise générale
Les locaux devront être débarrassés par zone pour permettre l'installation et le déplacement correct des nacelles et plates-formes individuelles de travail. Les zones d'intervention seront organisées pour permettre les interventions successives ou simultanées. Les emballages et chutes de matériaux seront évacués au quotidien pour éviter l'encombrement des locaux.	1 - Entreprise générale

4.1.19. Travaux d'espaces verts

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra demander à se faire transmettre par le maître d'œuvre les plans d'exécution des réseaux enterrés du site avant de réaliser les terrassements pour ses plantations, notamment les réseaux d'énergie.	1 - Entreprise générale
Les fosses pour plantation devront être balisées.	1 - Entreprise générale
Lors de la réalisation des travaux d'arrosage, les tranchées, devant être maintenues ouvertes, seront balisées.	1 - Entreprise générale

4.1.20. Prévention du risque incendie

Dispositions prévues	A la charge de
Aucun gravats ni déchets de matériaux inflammables ne doivent être stockés à l'intérieur des bâtiments.	1 - Entreprise générale
Lors de la réalisation de travaux par point chaud ou à risque d'incendie (soudure, brasure, disqueuse, etc) le poste de travail devra être équipé d'un moyen d'extinction, adapté au risque et à l'environnement.	1 - Entreprise générale
Les travaux par points chauds à réaliser à l'intérieur des locaux existants, doivent obligatoirement être signalés au chef d'établissement pour arrêter les mesures de prévention éventuelles.	1 - Entreprise générale
Tous les travaux de soudure et de découpe à la disqueuse seront accompagnés d'un moyen d'extinction adapté.	1 - Entreprise générale
L'entreprise à l'issue des travaux de soudure devra faire une veille de surveillance attentive des parties soudées et de leur environnement, devra s'assurer pour prévenir tous risques de feu couvert. Une vérification des points de soudures sera réalisée avant de quitter le chantier.	1 - Entreprise générale
Tous les travaux par point chaud (soudure, brasure, disqueuse, ...) doivent être réalisés sous couvert d'un permis de feu. Le permis de feu est à demander à chaque intervention et sera délivré par l'établissement.	1 - Entreprise générale

4.1.21. Utilisation de produits dangereux ou à risques

Dispositions prévues	A la charge de
Les produits dangereux seront remplacés par des produits qui ne le sont pas ou moins dangereux.	1 - Entreprise générale
L'utilisation de produits dangereux ou à risques doit obligatoirement être signalée au maître d'œuvre et au coordonnateur pour prendre les mesures de prévention adaptées.	1 - Entreprise générale Maître d'œuvre Maître d'ouvrage
Il appartient à l'entreprise de mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité prescrites par le fabricant pour éviter de générer tout risque d'accident induit par le produit. L'entreprise devra indiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS les dispositions de prévention et d'organisation, prévues par l'entreprise dans le cadre de la gestion des risques de coactivité.	1 - Entreprise générale

4.1.22. Travaux exposant à des radiations ionisantes

Dispositions prévues	A la charge de
Une réunion spécifique de coordination sera organisée avec le maître d'œuvre. L'entreprise présentera ses besoins et sa méthodologie d'intervention.	1 - Entreprise générale Maître d'œuvre Maître d'ouvrage

4.1.23. Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension

Dispositions prévues	A la charge de
Une réunion spécifique de coordination sera organisée avec le maître d'œuvre. L'entreprise présentera ses besoins et sa méthodologie d'intervention.	1 - Entreprise générale Maître d'œuvre

Dispositions prévues	A la charge de
En présence de réseaux enterrés ou aériens à proximité des zones d'intervention, les personnels devront être en possession de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR). Sont concernés: Pour le niveau encadrant; les conducteurs de travaux; Chefs de chantier; les chefs d'équipes. Pour le niveau opérateur; les conducteurs d'engins; les suiveurs; les conducteurs de nacelles élévatrices, grues, pompe à béton, les ouvriers en travaux publics.	1 - Entreprise générale
Mise en place, en sous-face des lignes électriques aériennes d'un dispositif de maillage faisant obstacle au risque de contact avec les conducteurs électriques. Ce dispositif sera composé de poteaux bois, fixés au sol, répartis de part et d'autre des zones de sécurité de 5,00 mètres des lignes et servant de supports à un maillage de cordes nylon tendu à une altitude minimale de 5,00 mètre en dessous des lignes. Ce dispositif sera complété un dispositif de bandes fluorescentes fixées au maillage. En complément l'entreprise affectera à la surveillance des interventions une personne compétente (surveillant de sécurité électrique, habilité H0V), ayant pour fonction de s'assurer que les salariés respectent les consignes de sécurité et de les alerter dans le cas contraire. • Mise en place préalablement au démarrage des travaux de terrassement. • Désignation d'un surveillant habilité. • Maintenance du dispositif de protection pendant toute la durée des travaux.	1 - Entreprise générale
L'ensemble des entreprises devra porter à la connaissance de son personnel au moyen d'une consigne écrite, l'interdiction de s'approcher à moins de 5,00 mètres des conducteurs électriques sous tension, les mesures de protection choisies qui seront mises en œuvre, notamment l'interdiction de stocker sous les lignes et le repérage des zones interdites.	1 - Entreprise générale 0 - Entreprise concernée
Les engins de terrassement et de levage, utilisés sous les lignes électriques, devront être équipés de détecteur de ligne haute tension. Dans le cas contraire, utiliser pour les travaux des engins dont le gabarit maximum est tel qu'ils ne pourront en aucun cas, s'approcher de 5,00 mètres des conducteurs électriques des lignes.	1 - Entreprise générale 0 - Entreprise concernée

4.1.24. Travaux d'étanchéité - Plancher béton

Dispositions prévues	A la charge de
La protection antichute sera assurée par le dispositif de protection collective installée lors du coulage du plancher par le lot gros œuvre. A son arrivée sur site l'entreprise d'étanchéité prendra en charge la continuité et la maintenance du dispositif.	1 - Entreprise générale

5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

5.1. Modalités de coopération

5.1.1. Plan Général de Coordination

Le maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs. Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS.

5.1.2. Désignation des entreprises

Au démarrage de la phase réalisation (début de la période de préparation soit 30 jours, avant le démarrage des travaux), le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur, les coordonnées (nom, adresse, tél, mail, nom de l'interlocuteur) des entreprises titulaires de lot.

5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants

Dès l'acceptation d'un sous-traitant, le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur les coordonnées (nom, adresse, tél, fax, interlocuteur) des entreprises agréées.

Les titulaires de lots et leurs sous-traitants doivent informer le coordonnateur de leur intention de sous-traiter tout ou partie de leur lot au moins 30 jours avant intervention (ou 8 jours dans certains cas) en précisant les coordonnées des/du sous-traitant/s permettant l'organisation des inspections communes et la production du PPSPS pour chaque sous-traitant.

5.1.4. Prestataires de services et Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.

L'obligation de réaliser une inspection commune et d'établir un PPSPS pour les prestataires sera déterminée selon les trois critères cumulatifs suivants :

- Critère 1 : L'intervention présente un caractère obligatoire pour l'opération,
- Critère 2 : L'intervention est planifiable dans le temps.
- Critère 3 : L'intervention génère des risques exportés,

Tout prestataire appelé à intervenir sur le chantier devra, avant son intervention, faire l'objet d'une analyse conjointe avec son « donneur d'ordres ». Cette analyse sera reprise sur la fiche de classification des prestataires (FCP en annexe de ce PGCSPS) et transmise au CSPS et au maître d'ouvrage (3 semaines au plus tard avant l'intervention du prestataire) pour déterminer la nécessité de réaliser une inspection commune et d'établir un PPSPS selon les 3 critères précédents.

À défaut d'obligation de PPSPS, les prestataires dont l'intervention ne réunit pas les trois critères cumulatifs devront néanmoins intégrer leur analyse de risques dans le PPSPS de leur donneur d'ordre qui transmettra son avenant au CSPS et au Maître d'ouvrage.

5.1.5. Présence de personnel étranger

En cas de présence de personnels étrangers, ne parlant pas ou parlant mal le français, personnel employé dans l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.

5.1.6. Inspection Commune

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire de lot ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, les consignes à observer en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser.

5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé

Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS. Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.

Chaque entreprise tiendra à disposition des organismes de contrôles et de prévention un exemplaire de son PPSPS sur le chantier.

5.1.8. Rôle du coordonnateur

Le coordonnateur ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leurs obligations à l'égard de leurs salariés.

5.1.9. Registre journal

Une copie des notes d'observation est diffusée par courriel à l'ensemble des intervenants (ex: MOA, MOE et entreprises concernées).

Le registre journal sera diffusé sur demande écrite des intervenants de l'opération ou des organismes de contrôle et de prévention.

5.1.10. Définition des personnes autorisées

Les personnes morales autorisées sont les entreprises désignées par le maître d'ouvrage et les sous-traitants, ayant participé à l'inspection commune et ayant remis leur PPSPS au coordonnateur SPS.

Les personnes physiques autorisées sont les travailleurs du chantier désignés par les personnes morales autorisées.

6. COLLÈGE INTERENTREPRISES DE SÉCURITÉ SANTÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

6.1. Projet de règlement

6.1.1. Adresse de l'opération

Rue de sablons.

6.1.2. Constitution et durée

Un Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) est constitué sur l'opération par le Maître d'ouvrage conformément à l'article L.4532-10 du code du travail.

Nom et adresse de l'opération: DRIEA -trémie sud et OA de la rue de sablons.

Il cessera ses activités sur sa décision, après consultation du représentant de l'inspection du travail, et au plus tard à la réception des travaux.

6.1.3. Missions

Les missions du Collège, définies par l'article L.4532-13 du code du travail, seront les suivantes :

- * Définir les règles communes destinées à assurer le respect des mesures de prévention dans le cadre de la coopération entre les entreprises.
- * Vérifier qu'il est effectivement donné suite aux mesures retenues par les membres du Collège ou spécifiées par le coordonnateur.
- * Examiner les suggestions ayant un lien avec la coordination générale en matière d'hygiène et de sécurité, émises par les Comités Sociaux et Economiques des entreprises.
- * Examiner les accidents du travail survenus sur le chantier et notamment ceux dont l'une des causes pourrait trouver son origine dans les mesures retenues pour la coordination générale de sécurité et santé du chantier.
- * Examiner les formations dispensées par les entreprises en application de l'article L.1221-2 du code du travail et proposer éventuellement des formations complémentaires.

6.1.4. Responsabilités

L'intervention du Collège ne saurait modifier :

- * La nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux entreprises en application des autres dispositions du code du travail,
- * les obligations imposées aux entreprises par les contrats les liant au maître d'ouvrage,
- * les attributions et les fonctionnements des autres institutions compétentes de sécurité, de santé et des conditions de travail.

6.1.5. Composition

Le Collège comprend :

_ des membres ayant voix délibératives:

- * le coordonnateur en phase de réalisation, Président du collège,
- * le maître d'œuvre désigné par le Maître d'Ouvrage,
- * le chef de chacune des entreprises intervenant sur le chantier ou son représentant habilité,

* le coordonnateur en phase de conception dès lors que sa participation s'avère utile.

_ des membres ayant voix consultatives :

* le représentant des salariés de chacune des entreprises intervenant sur le chantier, salarié effectivement employé sur le chantier, désigné par le comité social et économique ou, en son absence, choisi par les membres de l'équipe appelée à intervenir sur le chantier.

_ Peuvent participer à titre consultatif :

* Les représentants de l'inspection du travail,

* Les représentants de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics,

* Les représentants du service de prévention des organismes de sécurité sociale,

* le ou les médecins du travail des entreprises intervenant sur le chantier.

Le Collège peut décider d'entendre toute personne particulièrement compétente sur un sujet déterminé.

Chaque entreprise communique les noms de ses deux représentants au président du collège interentreprises, au plus tard avant la réunion d'adoption de son règlement.

6.1.6. Attributions

Le Président :

- 1) Convoque les membres du Collège et les participants aux réunions plénières ou extraordinaires,
- 2) Arrête l'ordre du jour des réunions,
- 3) Porte à l'ordre du jour les questions des membres du Collège relevant de la compétence du CISSCT,
- 4) Préside les réunions, avec voix prépondérante.
- 5) Rédige les procès-verbaux et les joints aux convocations de la réunion suivante.
- 6) Consigne les procès-verbaux dans le registre prévu à cet effet et les conserve pendant 5 ans,
- 7) Représente le Collège à l'égard des tiers,
- 8) S'assure de l'application des mesures adoptées par le Collège.
- 9) Le président répond par écrit aux observations formulées par écrit par les comités sociaux et économiques des établissements appelés à intervenir sur le chantier et en informe les membres du collège en temps utile, et au plus tard, lors de la réunion qui suit la demande des intéressés.

6.1.7. Adoption des décisions

Les décisions du Collège sont adoptées à la majorité des membres présents ayant voix délibératives.

En cas de partage égal des voix, celle du président emporte la décision.

6.1.8. Convocation aux réunions

Les convocations écrites sont adressées, au plus tard, 15 jours avant la réunion, à tous les membres du Collège et aux participants, sauf urgence.

L'ordre du jour arrêté par le président est annexé à la convocation.

Les membres du collège interentreprises peuvent demander par écrit au président de porter à l'ordre du jour toute question relevant de sa compétence dans les huit jours qui suivent la réception de la convocation.

Les entreprises doivent faire désigner et convoquer leurs représentants salariés pour participer à ces réunions.

Les entreprises doivent informer le médecin du travail du service de santé dont elles dépendent, de la tenue des réunions.

Les entreprises qui ne sont pas tenues de participer au CISSCT et qui ne souhaitent pas y participer doivent à réception de la convocation, aviser le président du collège qu'elles n'y seront pas représentées.

Le président du collège leur donne acte de cet avis.

Lorsqu'il a été prévu de différer l'attribution de certains lots, les entreprises appelées à intervenir après la constitution du collège interentreprises ont l'obligation d'y participer dès leur intervention sur le chantier.

Elles se conforment également au règlement du collège et communiquent au président le nom de leurs représentants dans les conditions prévues à l'article R. 4532-81 du code du travail.

6.1.9. Première réunion

L'ordre du jour de cette réunion comprend obligatoirement :

- 1) L'adoption du Règlement du Collège.
- 2) Le rappel des mesures de coordination prévues au Plan Général de Coordination.

6.1.10. Réunions plénières

Périodicité des réunions:

La périodicité des réunions est fixée à 3 mois, ce délai ne pouvant en aucun cas être dépassé.

La date de chaque réunion sera fixée lors de la réunion précédente.

En cas de constat de modification importante de la nature des travaux et sur décision des membres du collège, la fréquence des réunions sera accrue suivant une périodicité définie en session par les membres du collège.

Objet:

Les réunions plénières sont consacrées à l'examen des seules questions qui concernent l'ensemble des entreprises.

Elles comprennent notamment :

- * Une inspection du chantier en présence des membres du collège,
- * L'approbation du procès-verbal de la précédente réunion,
- * L'examen des observations faites lors de la visite du chantier,
- * L'examen des suites données aux observations et décisions formulées lors de la précédente réunion,
- * Les suggestions et observations formulées par le CISSCT,
- * Le recensement des formations à la sécurité réalisées par les entreprises et la proposition d'actions de formation complémentaires.
- * L'examen des statistiques des accidents survenus sur le chantier, l'étude des accidents et notamment de ceux dont l'une des causes pourrait avoir son origine dans les mesures retenues par le Collège pour la coordination générale de sécurité et de santé.

Chaque entreprise est tenue d'adresser au Président du Collège, dans les 48 heures, une copie de toute déclaration d'accident du travail avec arrêt.

En outre, chaque entreprise est tenue d'adresser au président du Collège, une note relative à tout accident ou tout incident qui a effectivement eu, ou qui aurait pu avoir, une conséquence grave sur l'un quelconque des personnels du chantier.

Ces notes comprendront les informations suivantes :

- * La description détaillée des circonstances de l'accident ou de l'incident, et plus particulièrement le procédé opératoire normal et occasionnel des tâches qui sont à l'origine du fait observé,

- * Le nom de l'entreprise, la qualification et la fonction (normales ou occasionnelles) et la situation vis-à-vis de la Médecine du travail des intéressés,
- * Le rôle et l'état des matériels mis éventuellement en cause,
- * Tout élément de nature à comprendre les faits observés et à en prévenir le renouvellement.
- * L'action menée par l'entreprise à la suite de cet événement.

Ces documents seront consignés dans le registre tenu par le Président du Collège. Ils seront examinés en réunion plénière. Ils pourront être utilisés pour harmoniser les PPSPS, étudier la modification éventuelle des postes de travail et établir les statistiques d'accidents prévues au présent article.

Procès-verbaux:

Les délibérations du Collège sont consignées dans les procès-verbaux établis et transmis par le Président à tous les membres du Collège, aux participants, avec les convocations à la réunion suivante.

Chaque établissement appelé à intervenir sur le chantier est tenu de diffuser une copie des procès-verbaux aux membres de son comité social et économique.

6.1.11. Réunions Extraordinaires

Le président doit provoquer la réunion du collège en dehors des dates initialement prévues, si l'une des conditions suivantes est remplie:

- 1) A la demande de la majorité des représentants ayant voix délibérative,
- 2) A la demande motivée du tiers des membres représentant les salariés,
- 3) A la suite de tout accident ayant eu ou ayant pu entraîner des conséquences graves notamment de ceux dont l'une des causes pourrait avoir son origine dans les mesures retenues par le collège pour la coordination générale de sécurité et de santé,
- 4) Dans le cas de règlement de difficultés prévues à l'article "procédure de règlement des difficultés" du présent règlement,

Les procès-verbaux de ces réunions sont communiqués, pour approbation, à la réunion plénière suivante du collège.

6.1.12. Application des décisions

Les décisions du Collège sont immédiatement exécutoires et, sauf spécifications contraires, s'appliquent à toutes les entreprises présentes sur le chantier ainsi qu'aux entreprises qui y arriveront ultérieurement.

6.1.13. Ressources

Les dépenses de fonctionnement (secrétariat et logistique) sont supportées par le maître d'ouvrage.

Les dépenses résultant de l'exécution des décisions d'intérêt général prises par le Collège sont supportées par l'ensemble des entreprises au prorata des montants initiaux des marchés.

Chaque entreprise titulaire d'un marché, et chaque sous-traitant agréé prend, lors de la signature de son marché, l'engagement de supporter les dépenses résultant de cette organisation collective dans les conditions définies ci-dessus.

Toutefois, les dépenses concernant des dispositions particulières ne pourront être imputées qu'aux entreprises directement intéressées. Les dépenses importantes présentant un intérêt général pourront être réparties différemment suivant les décisions du Collège.

6.1.14. Gestion

Une entreprise sera désignée pour assurer le rôle d'entité support du Collège et à ce titre :

- * règle les dépenses engagées pour l'exécution des décisions prises par le Collège,
- * procède au recouvrement auprès de l'ensemble des entreprises des avances qu'elle a faites pour le règlement des dépenses engagées pour l'exécution des décisions du Collège, sur présentation de pièces justificatives,

* procède auprès des entreprises aux appels de fonds relatifs aux dépenses faites par elles, en application des décisions du CISSCT pour "des dispositions particulières" ou "présentant un intérêt général".

6.1.15. Procédure de Règlement des difficultés

Tout différend entre une entreprise et l'entreprise support fera l'objet d'une tentative de conciliation par le Collège en réunion plénière. Il en ira de même de tout différend né entre des entreprises membres du Collège à propos des mesures décidées par le Collège.

Tout différend entre le coordonnateur et une entreprise au sujet de l'application du présent règlement sera soumis à la personne responsable du marché.

6.1.16. Pénalités pour absence aux réunions

En complément des dispositions relatives à l'article R4741-5 du code du travail précisant les modalités de fonctionnement du CISSCT et plus particulièrement pour l'application de sanctions par les autorités administratives :

Absence du représentant de la direction de toutes les entreprises intervenantes sur le chantier et dûment convoquées : pénalités par absence 100 € HT

Absence du représentant salarié dûment convoqué : pénalités par absence 100 € HT

Non désignation dans le délai d'un mois par l'entreprise du représentant salarié : pénalité par jour calendaire de retard 50 € HT

Le président tiendra à jour un tableau de pénalité en annexe du PV de CISSCT. Le montant des pénalités sera prélevé par le Maître d'Ouvrage sur les situations de travaux des entreprises.

7 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS.

CSPS : Société: SOCOTEC Construction Nom: Mandjan SAMASSY	Tél : 0611279223 Email : mandjan.samassy@socotec.com
Etabli le : Date de modification : 26/07/2025	Elements modifiés :

Partie à remplir par le CSPS:

Adresse chantier: BONNEUIL SUR MARNE 94387 BONNEUIL-SUR-MARNE	
Contraintes horaires de livraisons :	Horaires :
Moyens mutualisés de levage et manutention (cf.PGSCSPS)	<u>Quai de déchargement:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Grues :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Recette à matériaux :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Monte-matériaux:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Ascenseurs définitifs:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Autre :</u>
Autres renseignements utiles (contraintes administratives, etc..) :	

Partie à renseigner par le client(entreprise du BTP) :

Nom de l'entreprise :	Adresse siège :
Nom du réceptionnaire :	Coordonnées du réceptionnaire Tél :
Plages horaires de livraisons	Heures :
Présence chef d'un manoeuvre :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion :	Distance (m) : Hauteur (m) :

Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	Charge :
Appareil de levage utilisé pour l'opération :	<input type="checkbox"/> Grue de chargement <input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur (Type)
Autres renseignements utiles :	

Projet de Plan d'installation de chantier avec :

- Accès
- Voies de circulation
- Installations sanitaires
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie)
- Zones de stockage
- Dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature du terrain
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)

Annexes :

1 VP_SECTION_SUD_ZONES_INSTAL_CHANTIER.pdf

2 PLG_MARCHE_TREMIES_V0.pdf

